



Centre de Sciences Humaines
New Delhi

Rapport d'activité

2008

Centre de Sciences Humaines
2, Aurangzeb Road
New Delhi 110 011 – INDE
Site web: <http://www.csh-delhi.com>

Centre de Sciences Humaines

**Rapport d'activité
2008**

Centre de Sciences Humaines
2 Aurangzeb Road
New Delhi 110 011 – INDE
Site web: <http://www.csh-delhi.com>

TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION	1
1.1. Recherches, collaborations, formation : Les points forts	1
1.2. Valorisation : Publications, diffusion de la recherche, expertise	3
1.3. Le problème de l'espace et de l'immobilier au CSH	3
2. ORGANISATION ET GESTION DES RESSOURCES	4
2.1. Ressources humaines	4
2.2. Gestion financière	4
2.3. Locaux et équipement	6
2.4. Bibliothèque.....	6
3. AXES ET PROJETS DE RECHERCHE	10
3.1. Relations internationales et processus régionaux en Asie du Sud	10
3.1.1. Politiques nucléaires en Asie du Sud	10
3.1.2. Recompositions de l'islam contemporain et développement économique en Asie, du Caucase à la Chine	11
3.1.3. Autres recherches	13
3.2. Politique et société	14
3.2.1. L'évolution des pratiques démocratiques en Asie du sud	14
3.2.2. Autres recherches	17
3.3.3. Séminaire de recherche « Questions émergentes en sciences sociales : une perspective franco-indienne »	18
3.3. Réformes économiques et développement durable	19
3.3.1. Croissance économique, inégalités et pauvreté en Inde	19
3.3.2. Nouvelles perspectives en économie théorique et appliquée	21
3.3.3. Réformes économiques, économies régionales, et gouvernance fédérale en mutation	23
3.4. Dynamiques urbaines	25
3.4.1. Politiques et gouvernance urbaines	26
3.4.2. Etudes sur Delhi	30
3.5. Autres recherches	30
4. VALORISATION ET DIFFUSION DES TRAVAUX	33
4.1. Séminaires et conférences organisés par le CSH.....	33
4.1.1. Séminaires, colloques, ateliers, tables rondes	33
4.1.2. Communications et séminaires mensuels de recherche	33
4.1.3. Autres opérations de valorisation	34

4.2. Publications et communications	34
4.2.1. Ouvrages	35
4.2.2. Contributions à des ouvrages	35
4.2.3. Articles dans des revues à comité de lecture	36
4.2.4. Communications présentées à des colloques, séminaires et conférences	37
4.2.5. <i>CSH Occasional Papers</i>	39
4.2.6. Rapports de recherche, thèses, mémoires	39
4.2.7. Autres publications.....	40
ANNEXE : Programmes en cours au CSH 2008-09	42

1. INTRODUCTION

Depuis 2007, le Centre de Sciences Humaines (CSH) est un Institut Français de Recherche à l'Étranger (UMIFRE MAEE-CNRS No. 20) sous co-tutelle du Ministère des Affaires Étrangères et Européennes (MAEE) et du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS). Depuis quelques années, le CSH, de façon continue, a amélioré la qualité et le volume de ses publications dans quatre domaines majeurs : les relations internationales et les processus régionaux dans le contexte asiatique; les évolutions politiques et sociales de l'Inde; les réformes économiques et le développement durable; les dynamiques urbaines. Cette politique porte ses fruits – le CSH a été sollicité par de nombreux étudiants, des doctorants et des chercheurs, juniors et seniors, pour des affiliations et des visites de moyenne et de longue durée. La manque de place rend difficile une réponse positive à toutes ces demandes. Ces demandes viennent d'institutions reconnues en France et en Inde, mais aussi de nombreuses institutions d'autres pays qui ont pris connaissance des activités du CSH par le biais des réseaux de recherche en sciences sociales.

En 2008 et depuis le début de l'année 2009, nous avons renforcé nos collaborations avec des institutions d'excellence comme la London School of Economics, Sciences-Po, l'Indian Statistical Institute, la Jawaharlal Nehru University, l'Université de Delhi et l'Indian Institute of Management ; avec aussi les autres UMIFRE, notamment l'IFP (Pondichery), le CEFC (Hong Kong) et l'IFAS (Johannesburg) ; nous avons obtenu des financements extérieurs venant de la Fondation Ford, de la London School of Economics et d'un projet-ANR (« Vulnérabilité : Milieux, Climat et Sociétés », obtenu en 2008) piloté par le BRGM de Montpellier. Ces financements permettent au CSH de maintenir le rythme des projets scientifiques en cours malgré des diminutions budgétaires importantes en 2009.

Les collaborations envisagées entre le CSH et l'IFP, en sciences sociales, en écologie et sur le développement durable, faciliteraient une couverture aussi bien géographique que disciplinaire des grands enjeux de l'Inde contemporaine. De nouvelles collaborations

d'envergure, en géographie, économie et études urbaines sont en cours. La constitution d'un USR (Unité de Service et de Recherche) du CNRS en Inde composée de l'IFP et du CSH sera un atout important pour nos deux centres. Enfin, l'ensemble des chercheurs et des doctorants ont mené leurs activités en gardant à l'esprit les trois missions fondamentales de recherche, de valorisation de la recherche, et de formation à la recherche du CSH.

1.1. Recherches, Collaborations, Formation : Les points forts

Relations internationales et processus régionaux en Asie du Sud : Les programmes de recherche de cet axe ont approfondi ses thématiques principales : le processus d'intégration régionale ; les politiques nucléaires et le nationalisme nucléaire en Asie du Sud ; les recompositions de l'islam contemporain et le développement économique en Asie. Les années 2007 et 2008 ont été très fécondes en termes de publications, de conférences et de projets transversaux.

Politique et société : Cet axe rassemble des recherches portant essentiellement sur le développement des pratiques démocratiques en Asie du Sud. Il a été marqué par l'investissement de ses membres dans plusieurs projets collectifs, dont certains sont transversaux à plusieurs axes du CSH, notamment l'axe « Dynamiques urbaines ».

Réformes économiques et développement durable : Les programmes de recherche, dont notamment un projet destiné à évaluer l'impact du Programme National d'Emploi Rural Garanti, ont mis l'accent sur l'impact de la libéralisation économique sur les inégalités et la pauvreté. Deux thématiques majeures sont la décentralisation politique et les réformes économiques à l'échelle régionale et l'évolution de la croissance et des disparités régionales pendant les quatre dernières décennies. Des travaux théoriques ont été conduits sur les structures de juridiction, la politique de redistribution dans le système fédéral indien, et la gestion des ressources communes (l'eau, les forêts).

Dynamiques urbaines : Les programmes de recherche ont approfondi les deux grandes thématiques déjà engagées : politiques et gouvernance urbaines, d'une part, services urbains et marché foncier, d'autre part. L'année 2007 a été marquée par deux séminaires de conclusion (l'un à Delhi, l'autre à Paris) du projet international et pluridisciplinaire *Acteurs, politiques et gouvernance urbaine*, et la mise en œuvre de deux nouveaux projets comparatifs, internationaux et pluridisciplinaires : l'un sur les politiques urbaines face à l'exclusion sociale, en Inde et au Brésil, l'autre sur les formes de la démocratie dans la gouvernance urbaine en Inde et en Afrique du Sud.

Collaborations

En France, les principaux partenariats institutionnels et collaborations scientifiques impliquent : le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), le Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS, UMR CNRS-EHESS), le Centre d'Etudes et de Recherche Internationales (CERI, UMR Sciences-Po Paris & CNRS), le Groupe de Recherche en Economie Quantitative d'Aix-Marseille (GREQAM, UMR CNRS-EHESS-Universités d'Aix-Marseille II & III), le Centre de Recherche en Economie et Management (CREM, UMR CNRS, Université de Caen-Rennes), le Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et le Politique (CURAPP, UMR CNRS-Université de Picardie Jules Verne), le département de géographie de l'Université de Rouen, la Maison des Sciences de l'Homme à Paris, l'Université de Paris I-Panthéon Sorbonne (économie), l'Université de Paris VII (géographie), l'Université de Grenoble (UMR GAEL, économie). En Europe, nous avons des collaborations avec la London School of Economics, le South Asia Institute de Heidelberg, le Stiftung Wissenschaft und Politik (l'institut de recherche stratégique allemand), l'Institute of Social Studies et d'autres institutions spécialisées sur l'Asie du Sud aux Pays-Bas.

En Inde, les principaux partenariats institutionnels et collaborations scientifiques impliquent : l'Indian Council of Social Science Research, l'Indira Gandhi Institute of Development Research à Mumbai, l'Université de Mumbai, l'Indian Statistical Institute de Delhi et de Kolkata, la Jawaharlal Nehru

University de New Delhi (Centre for Economic Studies and Planning, School of International Studies, Centre for Trade and Development, Centre for the Study of Regional Development, Centre for the Study of Law and Governance), la Delhi School of Economics à l'Université de Delhi, l'Institute for Human Development, Delhi, le Centre for Policy Research, la School of Planning and Architecture de Delhi, l'Institute of Economic Growth, Delhi, le Centre for the Study of Developing Societies, Delhi, le Centre for Air and Power Studies, Delhi, l'India-China Institute, Delhi, l'Energy Research Institute, Delhi, le National Council of Applied Economic Research, Delhi, le Centre for Economic and Social Studies, Hyderabad, l'Institute of Social Sciences (Eastern branch, Kolkata), le Centre for Studies in Social Sciences (Kolkata), et l'Université de Kolkata, l'Indian Institute of Science, Bangalore, l'Institute for Social and Economic Change, Bangalore.

Enfin, entre 2006 et 2008, le CSH a développé des collaborations avec d'autres Instituts Français de Recherche à l'Etranger dans le cadre des grands programmes de recherche transversaux soutenus financièrement par la Direction de la Coopération Internationale et du Développement au Ministère des Affaires Etrangères. En Asie, les partenariats établis concernent l'Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine (IRASEC) de Bangkok, le Centre d'Etudes Français sur la Chine Contemporaine (CEFC) de Hong-Kong, et l'Institut Français sur l'Asie Centrale (IFEAC) de Tachkent; en Afrique, le CSH a noué des liens durables avec l'Institut Français d'Afrique du Sud (IFAS) de Johannesburg.

Le nombre de jeunes chercheurs, étudiants et stagiaires venant de la France, de l'Europe, des différentes régions et universités de l'Inde, et d'ailleurs dans le monde – Canada, Australie, Etats-Unis, Amérique du Sud – est en augmentation constante. Nos domaines de recherches, nos publications, la culture de travail en équipe avec des projets scientifiques interdisciplinaires (y compris l'ouverture vers d'autres sciences) et nos réseaux de partenaires universitaires internationalement reconnus sont nos atouts majeurs et suscitent un intérêt grandissant. Nous devons réfléchir, avec nos tutelles, sur les modalités d'une évolution institutionnelle qui permettra une capitalisation

de ces atouts pour franchir un nouveau cap dans la poursuite de l'excellence et de la visibilité internationale.

1.2. Valorisation : Publications, diffusion de la recherche, expertise

Avec plus de 40 publications par an en moyenne (sans inclure les articles présentés dans des conférences ou les articles de vulgarisation), dont une trentaine dans des revues internationales reconnues ou des maisons d'éditions prestigieuses, les chercheurs, jeunes docteurs et doctorants du CSH ont démontré une productivité considérable et une capacité pour la diffusion des résultats de leurs recherches dans des supports de publication variés.

Chaque année, les chercheurs du CSH, y compris les doctorants, sont sollicités par les ministères français (missions diplomatiques, économiques et militaires, services de coopération culturelle, scientifique et technologique du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, Ministère de la Défense, Agence Française de Développement), les grands organismes de recherche tels que le CNRS et l'INRA, les 'think-tanks' comme l'Institut français de Relations Internationales (IFRI), l'agence de développement canadienne IDRC (International Development Research Centre), et La Commission Européenne (7ème Programme Cadre) ainsi que par les universités et les grandes écoles pour leurs connaissances spécialisées et leur expertise sur l'Inde. Ainsi, les institutions françaises et les décideurs publics peuvent utiliser, quand ils en ont besoin, les résultats de nos recherches sur tous les grands domaines – économique, politique et social – de l'Inde contemporaine. Ils bénéficient aussi, de façon non négligeable, de nos partenariats avec des chercheurs indiens de renommée internationale et avec des institutions d'excellence. Les médias français, indiens et internationaux de premier plan sollicitent souvent l'analyse de nos chercheurs sur différents sujets d'actualité.

1.3. Le problème de l'espace et de l'immobilier au CSH

La localisation actuelle des bâtiments du CSH (2 Aurangzeb Road) offre un cadre de travail avantageux pour la réalisation de nos activités de recherche. Cependant, en raison des changements prévus pour le futur, il semble nécessaire d'anticiper dès maintenant toute situation problématique afin d'y faire face de manière appropriée.

La surface du CSH est de 378 m², répartie sur 2 niveaux, dont un ensemble séparé du bâtiment principal, avec des préfabriqués mis en place suite à l'aménagement de l'ancien bâtiment B, réaménagé pour l'école française, et qui a été l'objet des principaux aménagements d'espace réalisés depuis 1995 pour palier chaque année au problème croissant d'exiguïté générale des locaux.

L'aménagement des bureaux et l'occupation des postes de travail par les chercheurs sont optimisés. Cependant, le manque de place devient un problème crucial devant la demande croissante des chercheurs et des stagiaires désireux d'effectuer un séjour au CSH. Nous avons atteint la limite de nos capacités d'accueil et actuellement le nombre de chercheurs par bureau, notamment dans les préfabriqués, est au maximum. Les conditions de travail commencent à devenir difficiles, notamment dans la perspective d'un séjour long dans les préfabriqués.

Un réaménagement de l'ensemble du site du 2 Aurangzeb Road est prévu par l'Ambassade à l'horizon 2011, selon la délégation immobilière venue de Paris en janvier 2009. Ce projet entraînera le départ du CSH de ses locaux actuels, soit pour une réinstallation dans un nouveau bâtiment qui sera construit à l'Ambassade, soit pour une installation convenable à Delhi répondant aux besoins des missions du CSH, à financer en totalité ou partie sur des ressources propres. Ces deux possibilités posent au CSH différents types de problèmes, dont il est urgent de discuter avec nos tutelles, afin de trouver la meilleure solution possible.

Basudeb Chaudhuri
Directeur, CSH
New Delhi, le 27 avril 2009

2. ORGANISATION ET GESTION DES RESSOURCES

2.1. Ressources humaines

En 2008, l'équipe régulière du CSH comptait 28 personnes, dont 10 personnels administratifs et assimilés et 18 chercheurs et doctorants. A ceci s'ajoutent 22 chercheurs, étudiants et stagiaires en accueil au CSH pour des durées très variables, équivalant au total à environ 60 mois d'affiliation sur l'année 2008.

L'équipe administrative, en plus du directeur et du secrétaire général-agent comptable (expatriés), comprend, en recrutement local: une assistante de direction, une responsable des publications, une bibliothécaire-documentaliste et une assistante de comptabilité. Il convient de noter que l'agent comptable et son assistante doivent consacrer une partie de leur temps à la comptabilité des deux autres établissements français en Inde (l'Institut Français de Pondichéry et le Centre de Documentation Universitaire et Technique de New Delhi). Cela réduit le coût de recrutement au CSH de l'assistante de comptabilité par une répartition des charges entre les trois EAF (Etablissement à Autonomie Financière).

L'équipe de recherche est répartie en quatre axes. En septembre 2009, elle aura cinq chercheurs expatriés (y compris le Directeur) dont deux mises à disposition du CNRS, au moins quatre doctorants français (dont deux étudiants de Sciences Po affiliés pour de longues durées), et cinq allocataires post-doctorants (juniors et seniors) indiens. Quant aux chercheurs, doctorants et stagiaires en accueil pour de courtes durées, ils sont issus de diverses universités ou instituts de recherche, de France, d'autres pays européens et d'Inde.

L'organigramme détaillé du CSH, précisant les mouvements du personnel, est donné *infra*. Un tableau des accueils de chercheurs et étudiants avec leur affiliation par axe de recherche au CSH indique également les institutions d'origine et les durées de séjour.

En 2007 et 2008, le CSH, sur son propre budget, avait effectué une revalorisation des salaires du personnel local, pour avoir une parité avec les employés de l'Ambassade. Ceci est nécessaire car dans l'environnement très

concurrentiel de Delhi, les incitations financières sont essentielles pour garder le personnel de qualité qui améliore la productivité du centre de recherche. Cet ajustement sera nécessaire à intervalles réguliers, car certains membres de notre personnel ont pu partir ailleurs. En outre les salaires des recrutés locaux qualifiés ou dotés d'expérience ont besoin d'être différenciés dans le souci de l'efficacité organisationnelle. Par la même logique, nous avons décidé d'augmenter les indemnités des post-docs et des chercheurs indiens reconnus, pour attirer des chercheurs de niveau international et pour suivre l'évolution importante des salaires universitaires en Inde. L'implication budgétaire de ces augmentations est autour de 4500 € par an, ce qui est intégré dans notre budget.

2.2. Gestion financière

Le CSH trouve actuellement environ 45% de ces besoins financiers pour la recherche en répondant à des appels d'offre ou par des contrats de recherche, c'est-à-dire, en dehors de la dotation de base du Ministère. Nos financements récents viennent de sources aussi variées que les dotations de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR, 2 projets en cours), les projets d'études et de recherche des différents organismes français ou internationaux, des fondations, du Commissariat du Plan du gouvernement indien (par la mise à disposition des assistants de recherche et du soutien logistique).

La subvention de fonctionnement du MAE s'est élevée à 200.000 € pour 2008, montant inchangé depuis 2003. Le taux de change favorable euro/roupie indienne a permis d'atténuer les effets d'une inflation élevée (taux moyen de 8 % sur l'année).

Néanmoins, l'établissement doit faire face à la concurrence importante sur le marché du travail et l'alignement de ceux-ci sur la grille de l'Ambassade. La révision en 2006 de la grille des salaires de l'Ambassade, fixée par la Commission Interministérielle et qui s'applique au CSH, avait entraîné une hausse de la masse salariale du personnel local – administratif et de

service – de 29 %. Un nouvel ajustement coût/vie de 6,4 % a été appliqué au 1^{er} janvier 2008.

En conséquence, la part de la dotation de fonctionnement du Ministère qui peut être allouée au soutien des programmes de recherche se trouve réduite un peu plus chaque année. Rappelons que l’enveloppe de la subvention comprend la liquidation sur le budget du CSH de 2 postes de boursiers doctorants français (bourses d’aide à la recherche), 1 boursier ex-BCRD, 1 boursier ANR et de 4 postes de post-doctorants indiens. Le tableau « Situation des comptes du CSH au 31 décembre 2008 » donne le poids respectif des principaux chapitres de dépenses pendant l’exercice budgétaire. Ces chiffres mettent également en évidence les points suivants :

La dotation de fonctionnement du Ministère représente 55,34 % du total des recettes en 2008.

72,90 % de cette dotation a été utilisée pour couvrir les frais fixes et autres dépenses régulières de fonctionnement hors bourses (salaires, bibliothèque, réseau informatique, équipement, entretien et frais généraux) : 9 081 013,39 roupies.

72,85 % du financement des projets de recherche y compris les bourses en 2008 (12 437 135,60 roupies) a été couvert par des fonds extérieurs à la dotation de fonctionnement du MAE. Ces sources de financement extérieures ou complémentaires comprennent en particulier :

- La Ford Foundation pour l’appui au projet « SEZ » de l’axe Économie et Développement durable : 3 596 834 roupies au titre de la première tranche, 2008 -2010.
- La London School of Economics pour l’appui au projet « Palanpur » de l’axe Économie et Développement durable : 2 822 140,38 roupies au titre des tranches 2008 – 2010.
- Diverses participations et contributions pour un total de 1 513 775,20 roupies parmi lesquelles l’EHESS (projet « APUG »), l’IFAS (projet « Mutations démocratiques »), le CEDUST DE New-Delhi et l’IFP de Pondichéry (participations aux charges de l’agence comptable)
- Le projet « *Recompositions de l’Islam contemporain et dynamiques économiques en Asie, du Caucase à la Chine* » (dont 92.000 € à gérer par le CSH sur deux ans)

Un financement de l’Agence Nationale de la Recherche est par ailleurs étalé sur 3 ans pour un projet collectif sur « *Politiques urbaines, territoires et exclusions sociales: une comparaison Inde-Brésil* », qui est conduit en collaboration avec le Centre d’Etudes de l’Inde et de l’Asie du Sud (CNRS-EHESS) (financement de 207.000 € dont 81.000 € à gérer par le CSH sur 2007-2009).

SITUATION DES COMPTES AU 31 DECEMBRE 2008

	Roupies	
Montant des dépenses en 2008 :	19 485 161,20	
Montant des recettes budgétaires :	22 510 398,60	
Montant 2008 des salaires :	2 475 425	soit 12,70 % des dépenses ou 19,87 % de la dotation MAE
Montant 2008 des bourses :	4 288 403,27	soit 22,01 % des dépenses ou 34,42 % de la dotation MAE

Les autres postes de dépenses significatifs :	Roupies	
Informatique	724 597,00	soit 3,72 % des dépenses
Abonnements	544 280,00	
Livres	153 860,67	
Autres documentations	<u>85 128,00</u>	
	783 268,67	soit 4,02 % des dépenses
Frais postaux	199 398,00	soit 1,02 % des dépenses
Dépenses liées directement aux projets de recherche :		
Études et recherches scientifiques	3 928 251,31	
Missions France	358 440 98	
Missions Étranger	2 020 294,98	
Colloques et séminaires	<u>1 841 745,06</u>	
	8 148 732,33	soit 41,82 % des dépenses
Dépenses de charges communes avec Ambassade :		
Nettoyage, gardiennage, électricité	987 312,37	soit 5,07 % des dépenses
Dotation MAE	12 457 188,20	soit 55,34 % des recettes

2.3. Locaux et équipement

Voir la partie 1.3 dans l'introduction

2.4. Bibliothèque

La collection de la bibliothèque du CSH a augmenté de manière substantielle en 2008, avec l'achat d'environ 300 livres. Ceci porte le nombre total d'ouvrages à plus de 9950 en décembre 2008, auxquels s'ajoutent une centaine de CD-ROM.

Il faut ajouter à cela :

- 185 périodiques, y compris 54 abonnements en cours, en français (17) et en anglais (37) ;
- huit quotidiens indiens et un quotidien français ;
- une sélection de CD-ROM sur le recensement de l'Inde de 1991 et 2001 ;
- un abonnement depuis 2004 à Indiastat.com, un site web fournissant des données statistiques socio-économiques sur l'Inde ;

- depuis janvier 2005, un abonnement à une collection de revues scientifiques en ligne, la base de données JSTOR.

- enfin, l'hebdomadaire Economic and Political Weekly est disponible en consultation sur place, mais aussi en ligne.

La bibliothèque est équipée d'un logiciel performant de gestion (LIBSYS), qui permet d'optimiser l'accès à la base informatisée des références ainsi que la consultation du catalogue de la bibliothèque sur Internet (à l'adresse : <http://csh-del.oliveindia.com>).

La bibliothèque du CSH est intégrée au réseau de bibliothèques DELNET (Developing Library Network) qui permet l'emprunt entre bibliothèques de livres et d'articles, et offre l'accès à plus de six millions de références indexées dans la base de données DELNET de 1069 bibliothèques en Inde et dans d'autres pays.

Organigramme du Centre de Sciences Humaines au 31-12-2008

Direction	Basudeb CHAUDHURI, Directeur
Administration générale et gestion financière	Jean-Luc GOURMELEN, secrétaire général & agent comptable (expatrié MAE) * Mallika HANIF, assistante de direction Shelly SHARMA, assistante de comptabilité*

* consacrent une partie de leur temps à la comptabilité des deux autres établissements à autonomie financière du MAE en Inde, l'Institut Français de Pondichéry et le CEDUST de New Delhi.

Secrétariat scientifique	Rémi DE BERCEGOL (depuis février 2008)
Informatique (responsable du réseau interne et du site Internet)	Jean-Yves MICHAUD Volontaire International (depuis mars 2008)
Publications, Documentation	Rupa SENGUPTA, Responsable des publications (jusqu'en septembre 2008 remplacée par Arpita MITRA en novembre 2008) Riddhima SHARMA (depuis mai 2008)
Standard, courses, entretien, divers	Mahesh KUMAR, standardiste et factotum Ashok KUMAR, standardiste et factotum Pushpa PRASHER, accueil et ménage

Recherche	
<i>Chercheurs français</i>	Laurent GAYER, coordinateur de l'axe « Relations Internationales » et du projet Islam (jusqu'en septembre 2008) Lorraine KENNEDY (expatriée MAE), coordinatrice de l'axe « Réformes économiques et développement durable » . Stéphanie TAWA LAMA-REWAL, coordinatrice de l'axe « Politique et société » , chargée de recherche au CNRS mise à disposition du CSH pour 4 ans depuis septembre 2005. Marie-Hélène ZERAH, coordinatrice de l'axe « Dynamiques urbaines » (jusqu'en août 2008) urbaniste, chargée de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement, affectée au CSH pour 3 ans depuis juillet 2005 dans le cadre d'une collaboration avec l'Indira Gandhi Institute of Development Research, Mumbai.
<i>Chercheurs indiens: allocataires post-doctorants et experts contractuels</i>	Zarin AHMAD, Relations internationales (depuis novembre 2006) Rongili BISWAS, Économie (partie en avril 2008) HIMANSHU, Économie (depuis janvier 2006) Sanjay Kumar PANDEY, Sciences Politiques (maître de conférences à l'Université Jawaharlal Nehru, à mi-temps au CSH depuis janvier 2006) Manpreet SETHI, Relations Internationales (chercheuse, Centre for Air Power Studies, à mi-temps au CSH depuis mars 2008)

<i>Doctorants Bourses d'Aide à la Recherche MAE (BAR et ex-BCRD) ou Volontaires Internationaux (VI)</i>	Lionel BAIXAS, Sciences Politiques (BCRD depuis octobre 2008) Carine SEBI, Économie (BAR jusqu'en août 2008 remplacée par Dalal BENBABAALI en novembre 2008) Charlène SIMON, Anthropologie (BAR depuis octobre 2008)
<i>Autres chercheurs et doctorants affiliés</i>	Fabienne MARTIN, Ethnologie (post-doctorante de la Fondation Fyssen, rattachée au CSH de septembre 2007 à septembre 2008) Bertrand LEFEBVRE, Géographie, Université de Rouen (affilié depuis octobre 2007) Cyril ROBIN, Sciences Politiques (affilié post-doctorant depuis octobre 2007) Gilles VERNIERS, Sciences Politiques, Sciences Po (Représentant Sciences Po, Paris depuis octobre 2007) Olivier TELLE, Géographie, Université de Rouen (affilié de janvier à mai 2008) Damien KRICHEWSKY, Sociologie, Sciences Po (affilié depuis mai 2008)

Chercheurs, doctorants et stagiaires accueillis au CSH en 2008

(Avec affiliation par axe)

1. Relations internationales et processus régionaux en Asie du Sud			
Nicolas DE BEAUREGARD	Stagiaire, Ecole Saint-Cyr de Coëtquidan	de septembre à novembre 2008	3 mois en 2008
Olivier LOUIS	Chercheur, IFRI	avril 2008	
2. Politique et société			
Lucy BAUGNET	Professeur à l'Université de Picardie Jules-Verne	du 3 au 24 mars 2008	
Vanessa HUGUET	Doctorante, Institut d'Études Politiques de Paris	de janvier à mars 2008	3 mois en 2008
3. Réformes économiques et développement durable			
Claudia ASTARITA	Stagiaire, Doctorante Affilié, University of Hong Kong et associée au Centre d'Études français sur la Chine contemporaine (CEFC)	du 20 janvier au 23 février 2008	1 mois en 2008
Florian BERSIER	Stagiaire, Ecole Polytechnique, Paliseau	du 9 avril au 9 août 2008	4 mois en 2008
Camille BLAUDIN DE THE	Stagiaire, Ecole Polytechnique, Paliseau	du 21 avril au 1 ^{er} août 2008	3 mois en 2008
Marc FLEPP	Stagiaire, Ecole Polytechnique, Paliseau	du 9 avril au 7 juillet 2008	3 mois en 2008
Mohamed HAZEM	Stagiaire, GREQAM, Marseille	du 18 novembre au 18 décembre 2008	1 mois en 2008

Divya LEDUCQ	Stagiaire, doctorante affiliée de l'Université de Lille	du 25 mars au 6 mai 2008	1 mois en 2008
Laurent MULLER	Chercheur, UMR GAEL (Laboratoire d'Economie Appliquée de Grenoble) Université de Picardie Jules-Vernes	du 13 avril au 26 avril 2008	
Olivier NAJAR	Stagiaire, Royal Holloway College, University of London	du 23 Juin 2008 au 31 août	2 mois en 2008
Jérémy PICOT	Doctorant, Université de Caen	du 30 mars au 12 avril 2008	
Bernard RUFFIEUX	Directeur, UMR GAEL (Laboratoire d'Economie Appliquée de Grenoble) Université de Picardie Jules-Vernes	du 13 avril au 26 avril 2008	
Ashish TYAGI	Stagiaire, M. A., Centre for Economics Studies and Planning, JNU	de mai 2008 à décembre 2008	4 mois en 2008 (à plein temps) 3 mois à mis temps
Loïc WATINE	Stagiaire, Ecole Polytechnique, Paliseau	du 15 avril au 25 juillet 2008	3 mois en 2008
Diego ZAMUNER ANTON	Stagiaire, Sciences Po, Paris	de août 2008 à février 2009	5 mois en 2008
4. Dynamiques urbaines			
Linda BOUIFROU	Doctorante-Etudes Urbaines, Laboratoire SEDET	du 28 janvier au 3 février 2008 pour participer à l'atelier SETUP ; du 24 avril au 7 mai 2008	
Damien CARRIERE	Master 1, Université de Rennes II	d'avril à juin 2008	3 mois en 2008
Véronique DUPONT	Chercheuse en études urbaines, Institut de Recherche pour le Développement	du 20 octobre au 7 décembre 2008	2 mois en 2008
Pierre LEBOUCHER	Stagiaire, Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat	du 24 mars 2008 au 29 août 2008	5 mois en 2008 Stage effectué à Mumbai
Damien VAQUIER	Stagiaire, étudiant économie, CERDI-Université d'Auvergne	de novembre 2007 à avril 2008	4 mois en 2008 Stage effectué à Mumbai

3. AXES ET PROJETS DE RECHERCHE

Note : Le soutien financier à un projet peut inclure non seulement le transfert financier direct mais aussi le temps-chercheur ou personnel, ainsi que le soutien organisationnel ou logistique consacré aux projets.

3.1 Relations internationales et processus régionaux en Asie du Sud

Coordination : Laurent GAYER (jusqu'en septembre 2008), puis Basudeb CHAUDHURI (par intérim)

L'année 2008 a été marquée par le départ du coordinateur de l'axe, Laurent Gayer, recruté au CNRS en tant que chargé de recherche (science politique), affecté au Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique (CURAPP), Amiens. En dépit des démarches engagées auprès du CNRS pour permettre à Laurent Gayer d'achever son contrat et ses programmes de recherche en cours au CSH, celui-ci a dû rentrer en France pour y effectuer son année de stage. De ce fait, son principal programme de recherche au CSH, consacré au nationalisme nucléaire indien, a dû être suspendu.

L'accent mis sur les problématiques nucléaires depuis 2006 n'en a pas pour autant été remis en cause, notamment grâce à l'arrivée d'une nouvelle chercheuse indienne, Manpreet Sethi (Centre for Air Power Studies, Delhi), qui a rejoint le CSH en 2008 pour travailler sur la stratégie de dissuasion indienne.

Le programme de recherche sur les « Dynamiques de l'islam contemporain et changement économique en Asie, du Caucase à la Chine » se poursuit également. Laurent Gayer a ainsi mené une nouvelle mission de terrain au Pakistan (Karachi) en juin 2008, dans la perspective d'un ouvrage en préparation sur la trajectoire sociale et politique des Mohajirs du Pakistan, coécrit avec Michel Boivin (CNRS-CEIAS, Paris). Zarin Ahmad, post-doctorante au CSH, a pour sa part terminé son enquête de terrain dans la communauté des bouchers musulmans de la vieille Delhi et prépare actuellement un ouvrage sur ce thème.

Ce programme de recherche collectif devrait se poursuivre en 2009 et 2010 dans le cadre d'un partenariat entre le CSH et le Centre

d'Analyse et de Prévision (CAP) du ministère des Affaires Étrangères français. Un projet est actuellement en cours d'élaboration, sous la co-direction de Laurent Gayer et Christophe Jaffrelot, portant sur une série de monographies de quartiers musulmans de grandes villes indiennes.

3.1.1 Politiques nucléaires en Asie du Sud

La dissuasion nucléaire dans les États nucléaires de la deuxième vague — étude du cas indien

Responsable du projet : Manpreet SETHI, chercheuse, Centre for Air Power Studies, New Delhi, et au CSH (manpreetsethi@hotmail.com)

Financement : CSH

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

L'Inde s'efforce depuis quelques années d'établir une relation de dissuasion viable et stable vis-à-vis de ses deux voisins du club nucléaire, le Pakistan et la Chine. Cet exercice est unique pour plusieurs raisons. Premièrement, contrairement aux pays du P-5 (peut-être à l'exception des États-Unis et de la Chine) l'Inde cherche à parvenir à une posture de dissuasion réalisable contre les deux puissances nucléaires avec deux types différents de doctrines et de capacités nucléaires. Deuxièmement, l'Inde est à la recherche de la dissuasion nucléaire face à des pays avec lesquels elle partage des frontières communes mais contestées par les deux parties. Elle entretient des conflits territoriaux et une histoire conflictuelle avec ces deux voisins, et de ce fait, la possibilité d'une rupture de la dissuasion ne peut être écarté. En troisième lieu, ces deux voisins ont dans le passé entretenu une relation de prolifération nucléaire et balistique. Enfin, les dangers de l'instabilité politique dans ces deux États non-démocratiques n'aident pas à écarter le spectre d'un conflit nucléaire accidentel, dérivant d'une erreur de calcul ou d'une utilisation non autorisée.

Cette étude examine la manière dont l'Inde, tout en entretenant un arsenal plus modeste et des structures de commandement et de contrôle plus simples que les pays du P-5, s'engage dans la création d'une relation de dissuasion crédible et stable avec le Pakistan et la Chine. Ces divergences ont-elles un impact notable sur la nature de son projet de dissuasion nucléaire? Faut-il s'attendre à ce que l'Inde suive la même voie que les membres du P-5? Une politique de dissuasion reposant sur des moyens plus limités ne serait-elle plus crédible ou stable? Chaque puissance nucléaire doit-elle nécessairement s'engager dans un exercice d'accumulation des têtes nucléaires à grande échelle ou procéder à des raffinements par essais nucléaires, et enfin mettre au point des plans de guerre nucléaire détaillés afin de prétendre à une dissuasion crédible? La pratique de la dissuasion dans les États nucléaires de la deuxième vague pourrait-elle suivre une trajectoire différente? Cette étude adopte une démarche analytique basée sur les expériences déjà disponibles en matière de relations nucléaires entre les États

Activités réalisées en 2008

Le programme a débuté le 1^{er} mars 2008 et la date d'achèvement prévue est fixée au 28 février 2009. Durant cette période, deux documents de travail ont été rédigés : 1) La dissuasion nucléaire indo-pakistanaise (août 2008), et 2) La dissuasion nucléaire indo-chinoise (décembre 2008). De surcroît, la rédaction d'un manuscrit pour un « Occasional Paper » a été achevée et celui-ci sera soumis pour publication à la fin du projet.

Le nationalisme nucléaire indien : politique et symbolique de la puissance nucléaire dans un État post-colonial

Responsable du projet : Laurent GAYER, chercheur CNRS-CURAPP et chercheur associé au Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS), Paris (laurent.gayer@gmail.com)

Financement : CSH

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Ce projet avait vocation à apporter un nouvel éclairage sur un objet canonique de la théorie des relations internationales, la « puissance nucléaire », en regardant moins du côté de la stratégie que du politique et du symbolique. De fait, le développement du programme nucléaire indien, dans son volet civil comme dans son

volet militaire, à partir des années 1950, a moins été guidé par un grand dessein stratégique que par un projet nationaliste paré des attributs de la modernité scientifique.

La première étape de ce programme de recherche a consisté à évaluer les relations entre la science et le nationalisme dans l'Inde post-coloniale. Dans la continuité des travaux de Deepak Kumar et Gyan Prakash, il s'agissait de montrer que le nationalisme nucléaire indien vient prolonger les formes antérieures de nationalisme scientifique, qui sont venues ériger les réalisations technologiques de l'État en symboles du génie et du destin glorieux de la nation.

Dans un deuxième temps, cette étude s'est intéressée à la sociologie et aux modes opératoires de l'« enclave stratégique » (Itty Abraham) indienne, afin d'évaluer le rôle des scientifiques en charge des programmes nucléaire et balistique dans la formation d'une nouvelle identité nationale, traduisant l'aspiration de l'Inde à une meilleure reconnaissance internationale au nom de ses réalisations technologiques.

Ce programme de recherche s'est également efforcé de décrypter les évocations du fait nucléaire de la part des élites politiques et stratégiques indiennes (leur *nukespeak*), et s'est intéressé en parallèle au mouvement anti-nucléaire indien et, plus largement, sud-asiatique.

Résultats

Le cadre théorique, la méthodologie et les premiers résultats de cette étude ont été présentés en novembre 2007 dans le cadre du dialogue stratégique Inde-Europe, organisé par le CSH, le CERI et les fondations allemandes SWP et FES. La plupart des hypothèses de travail et des premiers résultats ont été validés par les participants et plusieurs suggestions ont été émises à cette occasion (notamment celle de mener des entretiens approfondis auprès des communistes indiens pour élucider leur rapport à la problématique nucléaire).

Ce programme a cependant dû être suspendu avant son arrivée à terme, en raison du départ de Laurent Gayer suite à son recrutement au CNRS.

3.1.2 Recompositions de l'islam contemporain et développement

économique en Asie, du Caucase à la Chine

Responsable du projet : Laurent Gayer, chercheur CNRS-CURAPP et chercheur associé au Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS), Paris (laurent.gayer@gmail.com)

Financement : Ministère des Affaires étrangères (DGCID)

Collaborations institutionnelles : Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine (IRASEC), Bangkok ; Centre d'Etudes Français sur la Chine Contemporaine (CEFC), Hong-Kong ; Institut Français sur l'Asie Centrale (IFEAC), Tachkent ; Institut Français d'Afrique du Sud (IFAS), Johannesburg ; Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (UMR EHESS-CNRS), Paris ; Antenne de recherche de Bakou, Azerbaïdjan ; Institute of Strategic Studies, Islamabad.

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

L'objectif général de ce programme était de parvenir à une meilleure compréhension de l'évolution contemporaine de l'Islam dans le contexte post-1979 et de ses facteurs déterminants, dans les régions d'Asie centrale, du Sud et du Sud-Est jusqu'à la Chine. Deux directions de recherche complémentaires ont été traitées.

La première visait à identifier les divers courants religieux et les nouvelles pratiques et à analyser les recompositions en cours, afin de replacer la diffusion de l'islam radical au sein des diverses dynamiques qui façonnent les sociétés musulmanes étudiées. Il s'agissait ainsi d'examiner l'avènement d'un islam mondialisé, des logiques d'individualisation et de sécularisation qui n'excluent pas la radicalisation, la remise en cause des autorités traditionnelles, l'échec de l'islam politique. Une attention particulière a également été portée aux canaux de transmission des idéologies et des modèles.

La seconde direction de recherche portait sur les interactions réciproques entre, d'une part, ces idéologies et pratiques religieuses et, de l'autre, le développement économique des pays concernés et/ou de leurs communautés musulmanes. L'enjeu ne se limite pas à l'opposition éventuelle entre la montée de certaines formes d'islam radical et les options de développement économique du pays affecté. Il convenait d'examiner au préalable dans quelle mesure les politiques économiques et sociales mises en œuvre, et surtout leurs insuffisances,

ont pu favoriser certains mouvements ou pratiques au sein de la communauté musulmane. Dans un deuxième temps, il s'agissait de distinguer au sein de l'islam non seulement des courants très variés dans leur approche de l'intervention socio-économique, mais également deux niveaux d'influence : ce qui est prêché au niveau des discours, et ce qui est effectivement appliqué dans les pratiques quotidiennes des communautés musulmanes.

Activités réalisées en 2008

Bien que les enquêtes de terrain de la plupart des chercheurs affiliés au programme se soient achevées en 2006, les chercheurs du CSH ont poursuivi leurs activités de recherche en 2007 et 2008.

Laurent Gayer s'est ainsi rendu au Pakistan (Karachi) en juin 2008 pour compléter l'enquête de terrain réalisée en 2006-2007 avec Michel Boivin, qui portait sur la trajectoire sociale et politique des « Mohajirs » du Pakistan, ces descendants des migrants ourdouphones venus de l'Inde après la Partition de 1947. La mission de terrain de 2008 a permis de revenir sur les origines du mouvement nationaliste mohajir sur les campus de Karachi à la fin des années 1970, et de collecter la poésie militante diffusée par le principal parti mohajir, le Muttahida Qaumi Movement (Mouvement national unifié – MQM, fondé en 1984).

Zarin Ahmad a pour sa part mis l'année 2008 à profit pour achever son enquête de terrain sur les bouchers musulmans de la vieille ville de Delhi, complétée par le recueil d'informations (généalogiques, en particulier) à Hyderabad.

Résultats

L'année 2009 sera une année de transition pour ce programme de recherche. Les résultats de la première phase de recherche devraient être publiés sous forme d'ouvrages (le premier, consacré à la trajectoire sociale et historique des Mohajirs du Pakistan, le second à la communauté des bouchers musulmans de la vieille ville de Delhi). Parallèlement, le CSH et le CAP réfléchissent au lancement d'une nouvelle équipe de recherche, financée par le reliquat du programme de recherche de la DGCID. Cette nouvelle équipe, codirigée par Laurent Gayer et Christophe Jaffrelot, envisage de travailler sur la vie quotidienne, sociale,

religieuse et politique, des musulmans indiens, à travers une série de monographies de quartiers.

Un cas de mobilité sociale collective : les bouchers musulmans de la vieille Delhi

Responsable du projet : Zarin AHMAD, post-doctorante au CSH, New Delhi (zarin@csh-delhi.com)

Financement : CSH

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Cette étude s'intègre au projet *Recompositions de l'islam contemporain en Asie* dans l'axe « Relations Internationales » du CSH. En s'inspirant des travaux anthropologiques et sociologiques sur les communautés musulmanes en Asie du Sud, elle aborde la question de la caste et de « l'*Ashraafisation* » chez les musulmans indiens ; l'économie politique des groupes professionnels dans les « vieilles villes » indiennes ; les formes et les processus de mobilisation destinés à mettre en question ou à s'adapter à la modernisation. Cette étude repose sur la collecte de données primaires et secondaires. Au-delà des œuvres publiées, des données du recensement et de la littérature grise diffusée par les organisations communautaires, cette étude s'appuie sur une série d'entretiens et sur les méthodes ethnographiques de collecte de données, telles que l'observation des réunions des associations, des fêtes communautaires et d'activités sur le lieu de travail.

Activités réalisées en 2008

Le projet est toujours en cours. L'enquête de terrain, qui a bien avancé dans les derniers mois de l'année, a permis d'examiner le réseau commercial et les relations sociales entre les producteurs et les consommateurs, et plus généralement entre l'ensemble des personnes employées dans l'industrie de la viande. D'autres questions ont été explorées, telles que l'affiliation à la caste, les rivalités commerciales, l'esprit d'entreprise, l'intervention de l'État et le changement social planifié.

Résultats

Les résultats de cette étude ont été présentés au *Centre d'Etudes de L'Inde et de l'Asie du Sud*, (CNRS-EHESS), le 7 avril 2008 à Paris. Une version modifiée a été présentée à la *European Conference on Modern Asian Studies*, le 11 juillet 2008 à Manchester. L'enquête de terrain montre le décalage entre la façon dont la

communauté se voit (à l'égard de son histoire, son gagne-pain etc.) et celle dont le gouvernement la perçoit à travers les questions d'hygiène, de modernité et d'environnementalisme. Cet écart alimente d'un côté des sentiments d'inquiétude et d'amertume envers le gouvernement et forge d'un autre côté la solidarité et une voix commune au sein de la communauté. Cette enquête a également démontré que le déplacement du lieu de travail entraîne des problèmes apparentés qui tendent à être négligés par l'État

3.1.3 Autres Recherches

Innovation religieuse et affirmation sociale : les Ravidassias, fidèles de Sant Niranjan Dass Ji en Inde et en Occident

Responsable du projet : Charlene SIMON, doctorante boursière, *Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie de Sud* (CEIAS), EHESS/CNRS, Paris, et CSH (charlene.simon@csh-delhi.com)

Financement : Bourse Franco-Indienne, Ministère des Affaires Étrangères et Indian Council for Cultural Relations

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Ce projet de recherche vise, tout d'abord, à évaluer les répercussions de l'ascension économique et politique des intouchables *chamars* sur la hiérarchie des castes au sein de la société pendjabie en Inde et en diaspora. L'étude des conséquences des mouvements sociaux animés par les basses castes sur l'actuelle configuration du système de caste représente un axe supplémentaire de la recherche.

Cette étude est basée sur l'observation participante, sur des entretiens et sur diverses conversations informelles avec les représentants du mouvement de Sant Niranjan Dass Ji au Pendjab et en diaspora, ainsi qu'avec de simples visiteurs et *sevadars* présents dans les lieux de culte et de rassemblement du mouvement.

Activités réalisées en 2008

En 2008, deux semaines de travail de terrain ont été réalisés dans un temple ravidassia de Pune, afin de compléter les données préalablement rassemblées.

Résultats

Les premiers résultats obtenus sont les suivants :

- Les informations accumulées nous apprennent que la secte détient un rôle de régulateur social au sein de la caste et participe largement au maintien de cette dernière.
- Les membres de la caste dominante des Jat Sikhs ont une position extrêmement ambivalente à l'égard du mouvement Ravidassia : les points de divergence sont toujours négociés et la tolérance affichée par les Jat Sikhs à l'égard des Ravidassias repose sur la reconnaissance implicite du système des castes dans la société pendjabie contemporaine.

3.2 Politique et Société

Coordination : Stéphanie TAWA LAMA-REWAL

Les recherches individuelles rassemblées dans cet axe portent essentiellement, depuis plusieurs années, sur la démocratie en Asie du Sud, qu'elles appréhendent à travers des approches diverses – historique (Lionel Baixas, Vanessa Huguet), institutionnelle (Gilles Verniers, Sanjay Pandey), sociologique (Cyril Robin, Stéphanie Tawa Lama-Rewal). La thèse de Damien Krichewsky, qui interroge les relations entre État, entreprises et citoyens à travers une étude de la responsabilité sociale d'entreprise dans le cas des firmes françaises implantées en Inde, permet à cette thématique de se renouveler en prenant en compte, aussi, les relations entre démocratie et marché.

Plusieurs entreprises collectives ont soutenu une dynamique pluridisciplinaire - qui engage les autres axes du Centre - au cours de cette dernière année. La première, par ordre chronologique, est le séminaire « Questions émergentes en sciences sociales : une perspective franco-indienne », organisé par Laurent Gayer et Stéphanie Tawa Lama-Rewal depuis octobre 2007, et qui va se poursuivre en 2009 (voir la description *infra*). La seconde est un séminaire de lecture mensuel, interne au CSH, destiné à partager les textes qui nous paraissent les plus stimulants pour mener nos travaux d'indianistes (3 séances ont eu lieu de septembre à décembre 2008). La troisième initiative, qui engage la plupart des membres de l'axe mais aussi Bertrand Lefebvre (axe « Urbain ») et Zarin Ahmad (axe « International »), est une série d'articles analysant les élections nationales (qui auront

lieu au printemps 2009 en Inde) au prisme de nos terrains en cours, articles qui seront proposés ensemble à la revue en ligne *SAMAJ*.

3.2.1. L'évolution des pratiques démocratiques en Asie du sud

Formes et enjeux contemporains de la mobilisation politique et infra politique dans l'Inde urbaine

Responsable du projet : Stéphanie TAWA LAMA-REWAL, chargée de recherche au Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CNRS-EHESS), mise à disposition du CSH (tawalama@ehess.fr)

Financement : CSH

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Les métropoles indiennes sont aujourd'hui un site important d'innovation politique, du fait de la mise en œuvre de la politique de décentralisation, mais aussi parce qu'elles sont les vitrines d'États soucieux d'afficher leur pratique de la « bonne gouvernance » prescrite par la Banque mondiale. Les nouvelles formes de mobilisation locale, politique et infra politique, apparaissant dans plusieurs villes indiennes depuis une dizaine d'années, semblent ainsi répondre à l'impératif de participation.

Cette étude, centrée sur Delhi, de ces mobilisations émergentes, vise d'une part à contribuer à la connaissance de ce qu'est la société civile en Inde, et à la compréhension des ressorts locaux de la démocratie, souvent qualifiée de procédurale dans ce pays ; et d'autre part à tester, à travers une étude empirique, la notion de démocratie participative.

Elle implique une enquête de terrain de type ethnographique, faisant une large part à l'observation directe d'auditions publiques, de réunions d'associations, de conseils municipaux etc. Cette enquête est située dans un certain nombre de quartiers sélectionnés en fonction des variables considérées comme explicatives de l'intensité de la mobilisation dans mes hypothèses. J'ai également recours à des entretiens semi directifs, et à l'analyse de contenu des journaux de quartier.

Activités réalisées en 2008

Ce projet a débuté en novembre 2005 et devrait s'achever fin 2009. En 2008 j'ai pu

réaliser une série d'entretiens approfondis, observer directement plusieurs événements collectifs, et collecter de nouvelles données statistiques.

Mais cette année a été largement consacrée à l'écriture de l'ouvrage issu du projet collectif que j'ai coordonné (avec Joël Ruet), intitulé « Acteurs, politiques et gouvernance urbaines » (voir axe « Dynamiques urbaines »), en tant qu'auteur (1 chapitre), co-auteur (3 chapitres) et co-directrice scientifique.

J'ai également consacré un temps important à l'élaboration d'un autre projet collectif, que je coordonne avec Marie-Hélène Zérah et Claire Bénit-Gbaffou, sur « Démocratie et gouvernance urbaine en Inde et en Afrique du Sud » (voir axe « Dynamiques urbaines »).

Mon travail sur ces deux projets collectifs m'a amenée à élargir et à approfondir la problématique de ce programme individuel.

Résultats

J'ai exploité le matériau collecté à travers deux articles, en cours de publication, sur les enjeux sociaux et politiques du renouvellement de la participation dans les villes indiennes.

Les défis du fédéralisme indien: Politiques identitaires et auto-détermination

Responsable du projet : Sanjay Kumar PANDEY, maître de conférences à l'Université Jawaharlal Nehru, New Delhi, et chercheur contractuel au CSH (skpandeyjnu@gmail.com)

Financement : CSH

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Il s'agit d'une analyse comparative des mouvements séparatistes des Nagas et des Mizos, afin de comprendre les similarités et les différences entre leurs antécédents causaux. Cette étude tente de situer les deux mouvements dans le contexte plus large de la formation de l'État et du sentiment identitaire au sein des deux communautés. Il s'agit de porter un regard critique sur des éléments tels que la menace (réelle et/ou perçue) qui pèse sur la culture et à l'identité du groupe, la négligence et la discrimination dont il est victime, la privation et le retard économiques qu'il subit, et finalement le rôle de ses élites et de ses dirigeants quant à l'expression et à la médiation des problèmes. Il

s'agit également d'évaluer la contribution de l'administration coloniale et des missionnaires à la formation de l'identité collective et d'institutions politiques, ainsi que leur rôle dans l'émergence de revendications séparatistes ou indépendantistes. On analysera les circonstances historiques particulières, la structure des deux sociétés et le réseau tribal pour mieux comprendre les pistes divergentes empruntées par les deux mouvements.

Activités réalisées en 2008

Le projet a débuté en janvier 2006 et doit s'achever en avril 2009. Une enquête par sondage a été réalisée dans les deux états sur les questions d'identité, de perceptions, de menace etc., afin d'identifier et de mesurer les éléments à l'œuvre derrière ces revendications séparatistes. J'ai réalisé une enquête par questionnaires auprès de cinq cent quarante personnes pendant la période 2006 - 2008. À l'aide d'un échantillon formé selon la méthode stratifiée et aléatoire, on a tenté d'assurer la meilleure représentation de tous les groupes de la société.

En juin 2008 je suis allé à British Library puis au Centre of South Asian Studies Library à Cambridge pour consulter les œuvres publiées et les « documents privés » appartenant aux missionnaires et aux fonctionnaires anglais qui ont résidé de longues années dans ces régions pendant l'époque coloniale. J'ai obtenu la bourse « Charles Wallace India Trust Visiting Fellowship 2009 » pour séjourner à l'Université de Cambridge (21 avril - 21 juillet 2009) afin de consulter ses bibliothèques et ses spécialistes, et d'y faire deux conférences. Je soumettrai le rapport final après mon retour.

Résultats

- Le discours identitaire a joué un rôle prépondérant dans les mouvements Naga et Mizo.
- L'identité Mizo est plus affirmée. L'absence d'une langue commune parmi les Nagas et la primeur de l'affiliation tribale sur l'identité Naga dans son ensemble ont fragmenté l'identité Naga et rendu difficile l'élaboration d'un consensus sur les objectifs du mouvement.
- La religion (le christianisme) est un élément important de l'identité Mizo – de ce fait, l'Église joue un rôle influent de facilitation du processus de paix. Au contraire, chez les

Nagas, l'identité tribale prévaut sur l'identité chrétienne.

- Les carences économiques ont constitué un facteur notable mais jamais dominant de l'essor des mouvements Naga et Mizo.

La construction et l'institutionnalisation du Samajwadi Party en Uttar Pradesh

Responsable du projet : Gilles VERNIERS, doctorant Sciences Po, Paris (Centre d'Etudes et de Recherches Internationales), affilié au CSH (gilles.verniers@sciences-po.fr)

Partenariats institutionnels : Centre de Sciences Humaines, convention d'affiliation.

Financement : Poste PRAG, représentant de Sciences Po

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

La thèse de doctorat porte sur la trajectoire politique du Samajwadi Party en Uttar Pradesh, sur l'analyse de ses stratégies et pratiques électorales, sur la structuration des liens entre le parti et ses bases électorales, définies en termes de castes ou de minorités religieuses.

L'objectif premier de la recherche est de dégager les mécanismes de la représentation politique en Uttar Pradesh, par l'analyse de la convergence entre pratiques électorales d'un parti spécifique et les transformations de la structuration du leadership politique au niveau local.

Ce premier objectif offre un angle de vue pertinent pour l'étude de phénomènes connexes, marquant la scène politique d'Uttar Pradesh, parmi lesquels le clientélisme et la criminalisation de la politique.

La méthodologie repose essentiellement sur des enquêtes de terrain qualitatives et comparatives, ainsi que sur l'analyse critique de la littérature disponible sur les processus de mobilisation et de participation politique, sur le clientélisme et la violence politique et sur les travaux récents en sociologie politique indienne.

Activités réalisées en 2008

Plusieurs courtes missions ont été réalisées en Uttar Pradesh (Lucknow, Allahabad).

Résultats

Les données de terrain ont été récoltées et les entretiens ont été traités.

Le rôle de l'identité de caste et des partis politiques dans la participation politique des habitants des bidonvilles de Delhi.

Responsable du projet : Cyril ROBIN, chercheur associé, CSH (cyril.robin@csh-delhi.com)

Financement : Centre de Sciences Humaines

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

L'objectif de ce projet est d'étudier l'organisation de partis politiques dans les bidonvilles ainsi que les formes et les moyens de la participation des habitants des bidonvilles, concernant leur accès aux ressources urbaines publiques et privées.

Activités réalisées en 2008

Le projet a débuté en octobre 2007 et devrait s'achever en décembre 2011. Plusieurs terrains exploratoires ont été réalisés en février, mars, avril et septembre 2008.

Résultats

Dans cette première phase de terrain utilisant des méthodes quantitatives, on a mis en place une base de données décrivant l'environnement social, économique et politique dans lequel ce projet s'ancre.

De la démocratie en Asie du Sud. Analyse historique et comparative des trajectoires politiques de l'Inde et du Pakistan vers la démocratie, 1937-1958

Responsable du projet : Lionel BAIXAS, doctorant boursier (BCRD), Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (CERI), Sciences Po Paris, et CSH (lionel.baixas@csh-delhi.com)

Financement : CSH, BCRD.

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Il s'agit d'étudier historiquement et comparativement les processus de transition démocratique qui ont eu lieu en Inde et au Pakistan entre 1937 et 1958 afin d'identifier les facteurs pouvant expliquer les divergences de trajectoire politique entre ces deux pays. A partir d'une étude des interactions entre les dynamiques sociopolitiques et les structures institutionnelles à la fois aux niveaux macro et

micro et à travers l'analyse de sources diverses (archives, mémoires, presse, ouvrages de seconde main), cette étude se propose de renouveler la définition et la réflexion sur les divergences et les similitudes des régimes politiques indien et pakistanais.

Activités réalisées en 2008

Le projet a débuté en octobre 2004 et doit s'achever en octobre 2009. Deux missions de terrain ont été effectuées au Pendjab indien, l'une consacrée à la collecte de données dans le cadre de la troisième partie de ma thèse, l'autre à l'étude de la mobilisation collective d'une frange de la population sikhe du Pendjab contre une secte particulière. Le reste de l'année fut dédié à la rédaction de l'introduction et de la première partie de ma thèse.

Résultats

Bien que mon étude demeure encore inachevée, il est d'ores et déjà possible de prétendre que ses hypothèses majeures devraient être validées. La seconde mission a donné lieu à une communication qui fut présentée lors du premier séminaire international de SAMAJ (South Asia Multidisciplinary Academic Journal, <http://samaj.revues.org>) à Paris, puis à une publication (voir aussi la rubrique « Publications »)

3.2.2. Autres recherches

La RSE dans les entreprises multinationales françaises implantées en Inde

Responsable du projet : Damien KRICHEWSKY, doctorant au Centre de Sociologie des Organisations (Sciences-Po Paris, Centre National de la Recherche Scientifique), affilié au CSH (d.krichewsky@cso.cnrs.fr)

Financement : Bourse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, et bourse du Centre de Sciences Humaines dans le cadre de la Convention de stage avec Sciences-Po Paris.

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Alors que le capitalisme indien traverse depuis 20 ans une phase de profonde mutation, cette recherche vise à comprendre le rôle de la responsabilité sociale d'entreprise (RSE) et son articulation avec d'autres modes de régulation sociale et environnementale dans la construction

des rapports, en pleine recomposition, entre les entreprises privées, l'État et les citoyens. Cette recherche est menée à trois niveaux : macro (étude du capitalisme indien, évolutions et régulation publique et civile des externalités sociales et environnementales des entreprises, évolutions des pratiques et stratégies de RSE), meso (RSE dans le secteur du ciment), et micro (étude approfondie de la RSE dans les systèmes d'échanges sociaux entreprise - parties prenantes : une entreprise étrangère et une indienne, soit 4 sites industriels). Cette recherche repose sur un cadre théorique et conceptuel multidisciplinaire : sociologie, économie politique, sciences politiques, droit.

Activités réalisées en 2008

Ce projet de recherche a débuté en novembre 2006 et sera achevé en septembre 2010. En 2008, les activités suivantes ont été réalisées :

- des enquêtes de terrain ont eu lieu en Himachal Pradesh (février, avril), au Chhattisgarh (mai, novembre et décembre), à Paris (septembre), à Bangalore (novembre), et enfin à Delhi (tout au long de l'année);
- plusieurs monographies intermédiaires ont été rédigées;
- des études ont été rendues à Lafarge India Pvt. Ltd. (avril), Vossloh-Cogifer (juin)

Résultats

Les résultats préliminaires de ce travail de recherche ont été présentés lors d'un atelier au CSH (mai) et lors de la réunion annuelle des Conseillers du Commerce Extérieur (octobre). Des propositions de contribution ont également été présentées pour le *Dictionnaire de l'Inde contemporaine*, la *Revue Française de Socio-Économie*, et *La Vie des Idées*. Enfin, cinq chroniques économiques ont été réalisées pour l'Association France – Union Indienne.

Les usages politiques du passé indien : Les dynasties musulmanes vues par les nationalistes hindous

Responsable du projet : Vanessa HUGUET, doctorante à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, « Étudiante-chercheuse invitée » au CSH de janvier à avril 2008 (vanessa_huguet@hotmail.com)

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Le communalisme, mot anglais créé pour qualifier les affrontements propres à l'Inde entre communautés musulmanes et hindoues, est devenu un anachronisme « *qui consiste à projeter dans l'histoire l'opposition idéologique des communautés religieuses, dont les conséquences ont si tragiquement marqué l'histoire moderne* » (Gaborieau 1994). Ce projet analyse ce phénomène, largement mis à profit par les organisations nationalistes hindoues, et vise à définir un modèle explicatif du mouvement, qui opère sur trois niveaux :

- Un fond communaliste né à la fin du 19^{ème} siècle.
- Sur la base duquel se sont construites des idéologies nationalistes en réaction à des menaces extérieures.
- Ces idéologies se trouvant activées par des manipulations de symboles afin de servir des intérêts électoralistes ou socio-économiques. Ce sont ces manipulations de symboles civilisationnels et religieux s'appuyant sur un fond communautariste plus ancien qui sont au cœur du sujet.

Activités réalisées en 2008

Dans le cadre d'une thèse d'histoire contemporaine de l'Inde entreprise à l'EHESS (au Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud), mon séjour au CSH a eu pour but la recherche de matériaux dans les bibliothèques de la capitale et auprès des organisations nationalistes hindoues. J'ai également pu utiliser les ressources de la bibliothèque du CSH et être conseillée et encadrée par les politologues de l'équipe (L. Gayer, S. Tawa Lama-Rewal)

Résultats

Le thème principal du discours communaliste, que tous les autres thèmes ne font que renforcer, est celui du caractère fondamentalement étranger des musulmans en Inde. Dans le contexte du traumatisme causé par la partition, les musulmans sont considérés par les organisations nationalistes hindoues comme non autochtones, colonisateurs, non intégrés et étrangers à un supposé mode de pensée indien incluant principalement la non-violence.

3.2.3 Séminaire de recherche « Questions émergentes en sciences

sociales : une perspective franco-indienne »

Responsables du projet : Stéphanie TAWA LAMA-REWAL, chercheuse CSH / CNRS (tawalama@ehess.fr); Laurent Gayer, chercheur CNRS-CURAPP et chercheur associé au Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS), Paris (laurent.gayer@gmail.com).

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Ce séminaire de recherche, qui consiste en une série de dialogues entre chercheurs indiens et français, a vocation à identifier et médiatiser les évolutions récentes dans les théories et les méthodologies des sciences sociales indiennes et françaises (notamment en science politique, relations internationales, sociologie, socio-économie et géographie).

Chaque session de ce séminaire s'organise autour de deux présentations suivies d'une discussion générale. Un chercheur français du CSH, ou affilié à son réseau de recherche, s'attache d'abord à présenter l'état de la question dans le monde francophone, à travers un examen détaillé des textes les plus significatifs, des concepts et des objets concernés. Loin de prétendre à l'exhaustivité, cette approche vise à restituer la force heuristique d'une œuvre à travers un regard résolument subjectif. La seconde présentation est quant à elle le fait d'un chercheur indien et vise à donner un état des lieux de la question dans la littérature scientifique indienne la plus récente et la plus innovante.

Les séances organisées en 2008 ont porté sur 3 thèmes :

- Les études coloniales (avec Romain Bertrand, directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques et Tanika Sarkar, Professeur d'histoire à Jawaharlal Nehru University) ;
- Les théories genrées de l'action collective (avec Olivier Fillieule, professeur à l'Université de Lausanne et Urvashi Butalia, éditrice, fondatrice de la maison d'édition Kali for Women).
- Les nouvelles analyses de la participation politique (avec Stéphanie Tawa Lama-Rewal et Niraja Gopal Jayal, directrice du Centre for the Study of Law and Governance, Jawaharlal Nehru University)

Ce séminaire de recherche, assurant au CSH une forte visibilité tant auprès des chercheurs français que de leurs homologues indiens, se poursuivra en 2009, notamment avec une séance consacrée aux nouvelles analyses des politiques publiques en Inde en France et une autre autour de la socio-histoire de l'État

3.3. Réformes économiques et développement durable

Coordination : Loraine KENNEDY

En 2008 deux grands projets de collaboration ont vu le jour dans l'axe Économie: l'étude « Revisit » du développement économique du village Palanpur, avec la London School of Economics, et l'étude comparative de la politique des zones économiques spéciales, coordonnée avec le Centre for Policy Research, Delhi et Hunter College, New York, et financée avec une subvention de la Fondation Ford, Delhi. Pour ces deux projets intensifs en enquêtes de terrain et dont la programmation se poursuit jusqu'en 2010, le CSH est l'institution coordonnatrice centrale.

Les recherches continuent sur plusieurs projets déjà en cours. Un des points culminants a été le séminaire international sur la mise en œuvre et les conséquences du Programme National d'Emploi Rural Garanti (cf. 3.3.1), organisé avec l'Institute of Human Development et co-sponsorisé par le India International Centre, Delhi. Ce séminaire a rassemblé décideurs politiques de haut niveau, ONGs et universitaires avec l'objectif d'évaluer l'expérience de cette initiative sociale majeure.

Le départ en milieu d'année de Rongili Biswas a précipité l'achèvement d'un projet analysant les liens entre 'lobbying, transferts financiers et politiques de redistribution', mais non sans avoir produit d'importants résultats. Ceux-ci ont été publiés dans un article du *International Review of Economics & Finance*, et dans un CSH Occasional Paper (cf. 3.3.2).

La bourse BAR de Carine Sebi a pris fin en août, après une année productive dans laquelle elle a terminé sa thèse et étendue ses recherches doctorales sur la gestion des ressources communes, en utilisant des méthodes de l'économie expérimentale et empirique. Elle a posé des jalons pour un nouveau projet portant sur la coopération des agents dans des villages

forestiers des régions Himalayennes du centre (cf. 3.3.2). Mené en collaboration avec les chercheurs à ISI et IIT, ce projet se continuera en 2009. La nouvelle boursière, Dalal Benbabaali, a pris le relais en novembre, apportant un projet sur la mobilité socio-spatiale d'une caste dominante de l'Inde du sud à l'ère des réformes (3.3.3).

Deux autres projets, qui démarreront début 2009, ont été planifiés cette année : le projet SHIVA sur la gestion de l'eau dans un bassin en Inde du sud, financé par l'ANR, et une étude sur la consommation des classes moyennes dans l'Inde urbaine, en collaboration avec des institutions françaises (INRA-Université de Grenoble) et indiennes (ISI, IIT, JNU).

En tout, l'axe Économie regroupe huit projets, regroupés sous trois grands thèmes interdisciplinaires : (1) Croissance économique, inégalités et pauvreté en Inde ; (2) Nouvelles perspectives en économie théorique et appliquée ; (3) Réformes économiques, économies régionales, et gouvernance fédérale en mutation.

Les membres de l'axe économie continuent à consacrer une part importante de leur temps à former et superviser les étudiants. En 2008, dix étudiants Master et Doctorat ont été accueillis, ainsi que quatre internes de l'école Polytechnique, dont deux ont reçu le prix de « meilleure mémoire » de la promotion.

3.3.1. Croissance économique, inégalité et pauvreté en Inde

Estimation de l'impact du Programme National d'Emploi Rural Garanti sur la pauvreté et l'offre de travail.

Responsable du projet : HIMANSHU, maître de conférences à JNU, post-doctorant au CSH (à temps partiel), himanshu@csh-delhi.com

Autres participants : Abhiroop MUKHOPADHYAY, Indian Statistical Institute, Delhi ; Nicolas GRAVEL, Université de la Méditerranée & IDEP-GREQAM.

Financement : CSH, Planning Commission of India, Indian Statistical Institute, Delhi

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Le Programme National d'Emploi Rural Garanti (PNREG), approuvé par le parlement indien en août 2005, garanti à chaque ménage

rural du district sélectionné 100 jours annuels de travail non qualifié rémunérés au moins sur la base du salaire minimum. En 2008, il a été étendu à tous les districts du pays, après une période d'essai initiale de deux ans dans les 200 districts les plus pauvres de l'Inde.

Si de nombreux arguments ont été avancés pour présenter ce programme comme un outil effectif de lutte contre la pauvreté extrême qui frappe de larges segments de l'Inde rurale, il est également important de garder à l'esprit ses possibles effets pervers. Ce projet vise à évaluer l'impact possible du PNREG sur la pauvreté et l'offre de travail sur la base d'une méthodologie dite « d'effet de traitement ». Afin d'étudier en détail l'impact de ce programme sur la distribution du bien être entre les individus au sein des ménages, il s'agit d'examiner et de comparer deux districts où le PNREG est mis en œuvre et de se référer à deux « districts du contrôle » aux caractéristiques similaires des deux premiers.

Activités réalisées en 2008

Le projet a été lancé au printemps 2006. La conception et le test pilote du questionnaire, ainsi que la sélection des villages, ont été réalisés en 2006. La deuxième enquête a été effectuée en 2007. Enfin une dernière collecte de données et sa validation ont eu lieu en novembre 2008. Les résultats préliminaires ont été présentés dans un atelier à GREQAM, Marseille et dans un colloque international sur le PNREG, organisé par le CSH et l'IHD. Le rapport final de recherche sera préparé en 2009.

Un colloque international, « NREGS in India: Impacts and Implementation Experiences » a été organisé du 16 au 17 septembre 2008 en collaboration avec l'Institute of Human Development et l'India International Centre, New Delhi. Des responsables politiques et des universitaires indiens et étrangers ont participé à ce colloque. Le Ministre et Secrétaire pour la Ministère du Développement Rural et les membres de la Planning Commission et ceux du Central Employment Guarantee Council y ont aussi assisté. Une sélection de contributions est en train d'être préparée pour publication.

Palanpur : développement économique d'un village du nord de l'Inde sur six décennies

Responsable du projet : HIMANSHU, maître de conférences à l'Université Jawaharlal Nehru

(JNU), post-doctorant au CSH (à temps partiel), himanshu@csh-delhi.com

Autres participants : Nicolas STERN, London School of Economics; Abhiroop MUKHOPADHYAY, Indian Statistical Institute, New Delhi; Peter LANJOUW, World Bank, Washington DC; Ashish TYAGI, étudiant Master à la JNU; Sangeeta M, doctorante à la JNU ; Loïc WATINE et Florian BERSIER, stagiaires de l'école Polytechnique, Paris.

Financement : London School of Economics et CSH

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Un élément clé dans les récents débats sur le développement économique en Inde et au-delà se focalise sur le sens et la possibilité de la réalisation de la croissance économique inclusive. La participation croissante de l'Inde dans l'économie globale fournit l'arrière-plan essentiel vis-à-vis duquel on examine la transition d'une dépendance sur l'agriculture vers une économie plus diversifiée.

L'étude du village de Palanpur occupe une place unique dans la littérature sur le développement. En effet, Palanpur, dans le District de Moradabad, Uttar Pradesh, a fait l'objet depuis la fin des années 1950 d'une attention particulière de la part des économistes. Lors des études précédentes, des analyses approfondies ont été produites à partir des données issues des enquêtes du terrain. Cependant, les dernières données datent de 1993, alors que les 15 dernières années ont une grande importance en ce qui concerne la croissance ainsi que les structures de pauvreté et d'inégalité en Inde. Ce projet actuel offre donc une opportunité importante d'examiner ces questions à nouveau, en grand détail à l'échelle micro, en retournant à Palanpur et en entreprenant une nouvelle enquête, de manière à assurer la comparabilité maximum avec les données déjà recueillies dans les tours précédents. L'objectif de la recherche est de caractériser : a) les changements sociaux et économiques dans le village dans son ensemble ainsi que parmi des groupes différents, en considérant diverses dimensions du niveau de vie; b) les moteurs de la croissance et de changement, qui comprennent l'inclusion, l'autonomisation (*empowerment*), et la distribution; et c) ses implications en termes de politiques publiques.

Activités réalisées en 2008

L'étude en cours, la sixième enquête menée sur Palanpur, poursuit les questions entreprises autour du revenu, du niveau de vie et des activités des individus et des groupes résidant du village. Les enquêtes du terrain nécessitent des séjours prolongés à Palanpur, un effort soutenu de vérification des réponses, la réalisation d'entretiens semi-directifs et de discussions extensives avec les villageois. L'équipe de recherche, basée dans le village depuis mai 2008, comprend des étudiants et des enquêteurs du terrain indiens, ainsi que deux stagiaires français de l'école Polytechnique. A part des questionnaires, on utilise des méthodes qualitatives comme celle du journal, et des discussions ouvertes afin de recueillir des renseignements sur différents aspects de l'économie du village. Jusqu'à présent, trois collectes de données ont été réalisées, et les résultats de deux d'entre-elles ont déjà été saisis dans la base de données et vérifiés.

Hétérogénéité sociale, conflits distributifs et croissance

Responsable du projet : Basudeb CHAUDHURI, CSH et Velayoudom MARIMOUTOU, Institut Français de Pondichéry, Université de la Méditerranée & GREQAM

Autres participants : Hélène CHEVROU-SEVERAC, IEMS, HEC Lausanne; Sabyasachi KAR, Institute of Economic Growth, Delhi, Mohammed Hazem, GREQAM- Université de la Méditerranée

Financement : CSH, IFP et la région PACA qui a financé ce projet via GREQAM.

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Ce programme est la suite et l'élargissement d'un projet présenté en 2007 et intitulé initialement : « Croissance et clubs de convergence dans les Etats indiens, 1965-2002 ».

Parmi les économies émergentes, la structure politique et géographique de l'Inde offre un intérêt tout particulier à l'analyse de la convergence ou de la divergence de la croissance des Etats indiens. Les théories de la croissance essaient de vérifier certaines prévisions dont celle du rattrapage des régions ou des pays les plus développés par ceux des moins développés (par une accumulation de

capital plus rapide). Dans ce débat sur la convergence, l'analyse empirique de la croissance indienne montre plutôt une divergence dans les trajectoires de croissance des Etats indiens.

La méthode empirique utilisée pour ce travail de recherche souligne les non-linéarités et les équilibres multiples dans les différentes trajectoires de croissance des Etats indiens. La notion de convergence est structurée par la relation entre les conditions initiales et l'évolution de la production dans le temps. La compréhension du problème de convergence est importante pour savoir dans quelle mesure les conditions initiales conduisent à des différenciations persistantes dans le revenu par tête entre des pays ou des régions.

Dans ce projet, nous présenterons un ensemble d'arguments et d'analyse pour éclairer l'évolution de la croissance et de l'inégalité dans les plus grands Etats et pour identifier les facteurs les plus importants de cette évolution. On examinera notamment l'impact des institutions politiques et sociales et de la structure fédérale sur le développement économique. Ceci permettra de tester deux propositions importantes : la compétition politique et économique entre les Etats en Inde et entre les groupes socio-économiques comme le moteur principal de la polarisation spatiale, et ensuite, l'ouverture économique de l'Inde comme facteur renforçant les inégalités économiques et sociales.

Résultats

En utilisant la méthode GUIDE, qui fait partie des méthodes des arbres de régression et qui permet le classement endogène des Etats en 'club', 3 groupes d'Etats sont discernés : un groupe riche, un groupe pauvre, et un groupe en 'transition. Des convergences et des évolutions similaires sont trouvées à l'intérieur des mêmes clubs, alors que des divergences majeures se produisent entre les différents clubs. Enfin, on observe quelques mouvements des Etats entre les clubs. Ces mouvements sont importants pour comprendre le rôle des conditions initiales et des seuils critiques de certaines variables (comme le revenu initial au début de la période d'analyse). L'analyse des équilibres multiples (à des niveaux de développement différent) est donc facilitée.

3.3.2 Nouvelles perspectives en économie théorique et appliquée

Lobbying, transferts fiscaux et les politiques de la redistribution en Inde

Responsable du projet : Rongili BISWAS, post-doctorante au CSH, (jusqu'en mai 2008), (rongili@yahoo.co.in)

Autres participants : Velayoudom MARIMOUTOU, Institut Français de Pondichéry, Université de la Méditerranée & GREQAM ; Nicolas GRAVEL, Université de la Méditerranée & IDEP-GREQAM ; Sugata MARJIT, Centre for Studies in Social Sciences, Calcutta.

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Ce projet, commencé en 2007, aborde trois thématiques : tout d'abord le lobbying politique et son impact sur les transferts fiscaux du Centre vers les États en Inde; ensuite la politique de la redistribution dans le contexte indien ; et enfin la stratification de la richesse et la formation de juridiction stable.

Pour le premier thème de recherche, plusieurs variables ont été construites afin d'expliquer les transferts financiers discrétionnaires entre le Centre et les États. En se basant sur un panel de données sur dix-huit années et après l'avoir analysé par des calculs économétriques, il a été clairement montré que les variables politiques aident grandement à comprendre les transferts fiscaux dans un système démocratique quasiment fédéral comme l'Inde..

La recherche sur la deuxième thématique avait vocation à montrer comment un gouvernement populiste peut rester longtemps en exercice lorsqu'il poursuit une stratégie intelligente de redistribution entre les deux secteurs de l'économie – urbain et rural – sans pour autant prêter nécessairement attention à la croissance économique. À l'aide d'un modèle probabiliste de vote standard, on a montré que cela pouvait entraîner un cycle politique particulier, lié à la variable distributive, et que la situation d'un bas niveau d'équilibre pouvait continuer à exister.

La troisième thématique, développée en collaboration avec N. Gravel, est basée sur un article théorique (Gravel et Thoron 2007). On se base sur un modèle du type Tiebout où les

ménages choisissent leur juridiction résidentielle et influencent l'ensemble de biens publics et les impôts en « votant avec leurs pieds ». Dans le modèle développé, on a examiné deux types de gouvernement – Rawlsien et Utilitaire – et on a pu démontrer que la seule juridiction stable où un gouvernement rawlsien puisse perdurer est celle d'une structure (triviale) dans laquelle tous les ménages habitent à l'intérieur d'une même grande juridiction. Cependant, il a également été montré que le gouvernement utilitaire peut trouver une politique optimale de redistribution qui conduit par conséquent à un autre type de structure juridictionnelle, non triviale cette fois.

Activités réalisées en 2008

Les résultats de la recherche sur le premier thème sont publiés sous forme d'un *CSH Occasional Paper* intitulé : « Fiscal Federalism, State Lobbying and Discretionary Finance in India ». Concernant la deuxième thématique, un article intitulé « Distributive Manipulations and Political Stability : A Theoretical Analysis » a été publié dans l'*International Review of Economics and Finance* (coécrit avec S. Marjit). La création d'un modèle théorique intitulé « Redistribution or public investment : what would the poor prefer? » est en cours.

La gestion des Ressources Naturelles Communes en Inde: une approche en économie empirique et expérimentale.

Responsable du projet : Carine SEBI, doctorante CSH jusqu'en juin; actuellement post-doctorante à l'Université de Grenoble (carine.sebi@gmail.com)

Autres participants : E. SOMANATHAN, Indian Statistical Institute, Delhi ; E. THEOPHILUS, CISED, Bangalore; Sujoy CHAKRAVORTY, Indian Institute of Technology, Delhi.

Partenariats institutionnels : Indian Statistical Institute, Delhi.

Financement : CSH et Indian Statistical Institute, Delhi

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Dans le prolongement des travaux entrepris en 2007 sur l'impact des politiques publiques, ce projet de recherche en Himalaya Central vise à mieux comprendre les systèmes coopératifs. Suite à une revue de la littérature sur la question, un projet de recherche à base d'expériences sur

le terrain était conçu en collaboration par les participants. En s'appuyant sur une définition particulière de capital social, notion devenue populaire dans les agences de développement, il s'agit d'interroger l'idée que la confiance est généralisable : est-ce que le succès coopératif de certaines activités construit un environnement de confiance, qui valorise des coopérations potentielles associées à d'autres activités ?

Dans un premier test, une enquête détaillée était réalisée dans une trentaine de villages de l'Himalaya Central pour évaluer l'efficacité de plusieurs actions collectives ('domaines') telles que le fonctionnement des *Van Panchayats* (institutions de gouvernement local), le partage du travail, la construction et le maintien des biens publics. L'hypothèse était la suivante : le succès de coordination qui permet d'atteindre un équilibre efficace de n'importe quel jeu, augmente les chances de coordination du groupe pour atteindre l'équilibre efficace d'autres jeux. L'équipe a défini l'hypothèse de capital social comme suit: la présence de telles répercussions de la confiance sur un domaine, si elle est assez forte, va impliquer une coopération qui va soit se propager à tous les domaines, soit faillir à tous les domaines. En examinant plusieurs activités sociales dans cette trentaine de villages, la prédiction serait de trouver une distribution bimodale, avec deux sommets à 0% et 100 %. L'objectif est de classer les actions collectives des villages par degré d'efficacité, puis de calculer le surplus généré par ces actions collectives, et d'en déduire la valeur du capital social dans chaque village. Le recueil de données est en cours. Ces données seront par la suite corrélées aux résultats expérimentaux.

Un second test repose sur une expérimentation basée sur un jeu de bien public (c'est à dire un bien commun à externalité positive) auprès de plusieurs familles/groupes. Selon l'hypothèse déployée, les contributions monétaires dans le bien public devraient être positivement corrélées avec le niveau général de coopération donné par l'enquête.

Activités réalisées en 2008

L'enquête a été réalisée entre les mois d'avril et juin, recueillant des données sur les systèmes coopératifs de 24 villages dans la vallée de la Gori River, dans l'État d'Uttarakhand. En mai, le protocole expérimental a été testé dans deux villages. La campagne expérimentale a eu lieu en juillet, au

cours de laquelle le jeu a été joué dans 24 villages au total. Les premières données expérimentales ont été recueillies et analysées en juillet-août. Une présentation des résultats préliminaires a eu lieu en novembre à Paris lors d'une conférence organisée par l'EUDN. Plusieurs publications sont en cours de préparation : un chapitre dans un ouvrage collectif (de C. Sebi), « Efficiency and cooperation systems in Central Himalayas », et un Occasional Paper du CSH (C. Sebi, S. Chakravarty, E. Somanathan, E. Theophilus), intitulé : « Does Social capital exist: a definition and a test ».

3.3.3. Réformes économiques, économies régionales, et gouvernance fédérale en mutation

L'économie politique des réformes à l'échelle régionale en Inde

Responsable du projet : Loraine KENNEDY, chercheuse, CSH (chargée de recherche au CNRS détachée auprès du MAE).

Autres participants: Diego Anton ZAMUNER, étudiant Master à Sciences Po, Paris; Divya LEDUCQ, doctorante, Université de Lille 2; Shubha GARGAVA, doctorante, JNU.

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

La plupart des études des réformes économiques en Inde se focalise sur l'échelle nationale de décision, postulant implicitement la passivité des États dans ce processus. Le point du départ de ce projet, au contraire, est que les États tiennent la clé des réformes, autant pour leur contenu que pour le rythme de leur mise en œuvre. Les mutations économiques et politiques profondes des vingt dernières années ont contribué à augmenter l'autonomie politique des États, et ces derniers ont à leur disposition tout une gamme d'instruments. Certains gouvernements régionaux développent leurs propres stratégies de croissance, mais ils déploient souvent des stratégies similaires, ce qui conduit à une concurrence accrue pour de nouveaux investissements.

L'objectif de ce projet consiste à illustrer la manière dont différents États répondent au programme de réformes et à une gouvernance fédérale plus libérale en général, et à expliquer ces variations grâce à l'approche de l'économie politique. L'analyse repose sur des données secondaires ainsi que sur des études

approfondies d'une sélection d'États sur une période de 10 à 15 ans, afin d'observer plusieurs gouvernements successifs. Au-delà des réformes économiques, l'objectif global est d'analyser la manière dont ces réformes sont articulées avec une stratégie de croissance et/ou de développement. Les questions qui guident la recherche sont notamment les suivantes : à quelles conditions les États peuvent-ils fournir simultanément un climat favorable d'investissement et développer des politiques de redistribution sociale ? Dans quelle mesure adaptent-ils leurs politiques publiques en réponse à des mouvements sociaux ?

Activités réalisées en 2008

Démarrant vers le milieu de l'année, la première phase du projet a consisté à recueillir et à analyser des études comparatives des États, et à sélectionner des États qui feront l'objet d'études approfondies. La collecte de données secondaires, ainsi que de divers documents politiques est en cours. Des enquêtes de terrain ont été menées au Kerala et en Haryana, et des entretiens réalisés auprès d'acteurs politiques et économiques.

Migration, transition économique et dominance en Andhra Pradesh : étude de la mobilité socio-spatiale d'une caste dominante à l'ère des réformes

Responsable du projet : Dalal BENBABAALI, doctorante, Université de Paris X-Nanterre, affiliée au CSH (dalal.benbabaali@csh-delhi.com)

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Ce projet s'intègre dans un travail de thèse de géographie couvrant une période et une thématique plus larges que celles des réformes, mais qui accorde une place essentielle à celles-ci. Cette recherche sur la migration et l'ascension sociale des Kamma d'Andhra Pradesh met en avant la dimension territoriale de la dominance de caste, qui s'exprime à différentes échelles, en milieu rural comme en milieu urbain. La mobilité socio-professionnelle des Kamma est également étudiée dans le cadre de la transition observée en Andhra Pradesh d'une économie essentiellement agricole vers une économie dominée par les services. La trajectoire socio-spatiale des Kamma s'inscrit dans cette évolution, puisqu'il s'agit d'une caste agraire dont les membres ont progressivement

diversifié leurs activités en migrant vers les villes. Si ce processus est ancien, il s'est intensifié depuis les réformes économiques, mises en place en Andhra Pradesh par le Telugu Desam Party, un parti régional dirigé et contrôlé en grande partie par les Kamma.

Entre 1995 et 2004, le régime de Chandrababu Naidu s'est attaché à créer un environnement favorable aux investissements. En tant que nouvelle classe entrepreneuriale, les Kamma sont non seulement des agents actifs de la libéralisation économique en Andhra Pradesh, mais ils semblent aussi en être les principaux bénéficiaires. Nous chercherons à savoir s'ils ont tiré profit d'une forme de patronage politique et d'un accès privilégié à l'information grâce au favoritisme de caste. Nous nous intéresserons également à la perception des réformes auprès d'autres groupes sociaux, non seulement en milieu urbain mais en milieu rural, notamment grâce à une étude de l'évolution des politiques de subvention dans le secteur agricole.

Activités réalisées en 2008

Différents aspects de la thèse ont fait l'objet de publications et de communications, avec notamment un article intitulé « Entre villages du delta et HITEC City : mobilité socio-spatiale des Kamma d'Andhra Pradesh », à paraître dans le prochain numéro de *Purusartha*, Editions de l'EHESS, ainsi que la rédaction des notices « mobilité sociale » et « Andhra Pradesh » pour le *Dictionnaire de l'Inde contemporaine* à paraître chez Armand Colin. Enfin, l'analyse du concept de caste dominante en milieu urbain a fait l'objet d'une présentation lors du séminaire de l'AJEI du 19 novembre à Paris.

Étude comparative de la mise en œuvre de la politique des Zones Économiques Spéciales en Inde.

Coordination: Loraine KENNEDY, chercheuse CSH; Rob JENKINS, Hunter College, New York, USA; Partha MUKHOPADHYAY, Centre for Policy Research, Delhi

Participants au CSH : Cyril ROBIN, post-doctorant.

Autres participants : Anjali MODY, chercheuse indépendante, Delhi; M. VIJAYABASKAR, Madras Institute of Development Studies, Chennai; Partha Sarathi BANERJEE, chercheur

indépendant, Kolkata; Rohit MUJUMDAR, Benita MENEZES, Anirudh PAUL, Kamla Vidyanidhi Institute for Architecture and Environmental Studies, et membres du CRIT (Collective Research Initiatives Trust), Mumbai; Manshi ASHER, chercheuse indépendante, Himachal Pradesh; K. SRINIVASULU, Osmania University, Hyderabad; N. SRIDHARAN, School of Planning and Architecture, Delhi; Solano DA SILVA, chercheur indépendant, Goa.

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

La politique indienne de Zones économiques spéciales (SEZ) vise à augmenter les investissements directs étrangers et les échanges, à créer des emplois et favoriser le développement des infrastructures. Elle s'intègre au sein d'un processus plus global de réformes et implique des enjeux importants auxquels font face les dirigeants politiques indiens, dont notamment la transition sans heurts d'une économie largement agricole vers l'émergence d'une puissance industrielle. Bien que la croissance atteigne des niveaux très élevés depuis quelques années, elle a créé peu d'emplois et les inégalités sociales et régionales se sont creusées.

Votée en 2005, la loi sur les SEZ a provoqué une réponse enthousiaste de la part des développeurs privés, et des gouvernements régionaux désireux d'attirer vers leurs territoires de nouveaux investissements. Depuis son entrée en vigueur en 2006, plus de 550 projets ont été approuvés. Mais cette politique – tant dans son esprit que dans sa mise en œuvre pratique – a déclenché d'autres réactions également, notamment des protestations intenses dans des espaces à proximité des zones en question, ainsi qu'une opposition plus diffuse au principe des SEZ dans les débats publics.

Ce projet consiste à examiner le processus politique des SEZ dans douze Etats, à partir de deux thèmes principaux. Le premier concerne l'établissement des SEZs, en particulier la nature et la composition des mouvements d'opposition, et les réponses des agences publiques et d'autres acteurs du système politique dans son ensemble, comme les partis politiques, les élus, les ONG. Le second porte sur la manière dont les SEZ seront réglementées et gouvernées, leurs liens avec le processus plus large de restructuration urbaine, et les

incertitudes quant à leurs interactions avec d'autres juridictions au sein desquelles elles sont situées.

Activités réalisées en 2008

Un atelier exploratoire a eu lieu à Delhi en avril 2008, co-sponsorisé par l'India International Centre, rassemblant les chercheurs travaillant sur les SEZ et des thèmes annexes, comme l'acquisition forcée des terres, le déplacement des populations, etc. Le projet a été par la suite finalisé et a obtenu en juillet un financement de la Fondation Ford à New Delhi pour une période de deux ans. Dès novembre, les participants ont été identifiés et la première phase de recherche a commencé. Le projet est coordonné par le CSH en collaboration avec le Centre for Policy Research, Delhi.

3.4. Dynamiques urbaines

Coordination : Marie-Hélène ZERAH (septembre 2007-juillet 2008) puis Stéphanie TAWA LAMA-REWAL

Le départ de Marie – Hélène Zerah, fin juillet 2008, qui avait repris la coordination de l'axe « Dynamique Urbaines » fin août 2007 a entraîné un nouveau changement dans la coordination de l'axe. Le relais a été pris par Stéphanie Tawa Lama-Rewal, déjà en poste au CSH.

Ce changement n'a pas affecté les orientations des programmes de recherche, qui ont approfondi les thématiques en cours sur les politiques et la gouvernance urbaine et sur les services urbains. La transition s'est effectuée d'autant plus aisément que ces deux chercheuses ont engagé (en collaboration avec C. Bénit-Gbaffou, université de Witwatersrand, Johannesburg) un nouveau programme portant sur la relation entre démocratie et gouvernance urbaine dans les métropoles indiennes et sud-africaines. Ce programme international et pluridisciplinaire conforte l'ouverture des études urbaines au CSH à des perspectives comparatives, déjà engagées avec le programme « Politiques urbaines, territoires et exclusion sociale », qui porte sur une comparaison entre l'Inde et le Brésil et est financé par l'Agence Nationale pour la Recherche.

Ces deux programmes collectifs ont en commun de s'intéresser à la transformation des grandes villes, en particulier Delhi et Mumbai. Le CSH continue ainsi à développer une

véritable expertise sur la métropole de Delhi, en tirant également parti de données accumulées au CSH au cours des quinze dernières années, y compris la constitution d'un Système d'Informations Géographiques. Le capital de connaissance sur la métropole de Mumbai est en voie de consolidation : cette ville est étudiée dans trois programmes et les trois étudiants ayant effectué leur stage cette année dans l'axe ont travaillé sur cette ville.

Les études urbaines continuent à attirer stagiaires et doctorants et à contribuer à la mission de formation à la recherche du CSH. En 2008, Rémi de Bercegol a entrepris une recherche doctorale sur l'impact de la décentralisation dans les petites villes de l'Uttar Pradesh, ouvrant les études urbaines au CSH à la situation des centres secondaires.

Ce travail ouvre également une nouvelle collaboration avec le Laboratoire Techniques, Territoires, Sociétés (UMR CNRS-École des Ponts-Université Paris Est) en sus des collaborations solides avec le Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (UMR EHESS-CNRS), l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et le département de géographie de l'Université de Rouen. Concernant les institutions indiennes, de nouvelles collaborations ont été engagées avec le département de sciences politiques de l'Université de Mumbai et le Centre for Studies in Social Sciences de Kolkata.

Enfin, l'année 2008 a été marquée par l'organisation de deux ateliers internationaux dans le cadre du programme SET UP et la visite de l'équipe indienne au Brésil. Ateliers, séminaires et publications de l'année 2008 reflètent l'état d'avancement des projets de l'axe avec des communications et des rapports de recherche pour les projets en cours et des articles dans des revues à comité de lecture et des ouvrages pour les projets en phase de conclusion.

3.4.1 Politiques et gouvernance urbaines

Politiques urbaines, territoires et exclusion sociale : une comparaison Inde-Brésil (projet SETUP)

Coordinateurs : Marie-Caroline SAGLIO-YATZIMIRSKY, maître de conférences, Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO, Paris) & Centre d'Etudes de l'Inde et

de l'Asie du Sud (CEIAS), Paris (marieyat@hotmail.com) et Frédéric LANDY, professeur, Université de Paris X-Nanterre, GECKO (frederic.landy@wanadoo.fr)

Autres participants : une quinzaine de chercheurs français, indiens et brésiliens, d'institutions diverses, dont (pour l'équipe sur l'Inde) : Véronique DUPONT, directrice de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) ; Marie-Hélène ZERAH, chargée de recherche à l'IRD, affectée au CSH de juillet 2005 à juillet 2008 ; Marie-Charlotte BELLE, doctorante à l'Université de Paris 4 ; Emmanuel BON, chercheur associé au CEIAS ; Nicolas BAUTES, maître de conférences à l'Université de Caen ; Pierre CHAPELET, doctorant à l'Université de Rouen affilié au CSH d'octobre 2007 à janvier 2008 ; Usha RAMANATHAN, chercheur honoraire, *Centre for the Study of Developing Societies*, Delhi ; Krishna TIWARI, *Bombay Natural History Society* ; Damien VAQUIER, étudiant en Master Recherche à l'Université de Clermont-Ferrand ; Marion POLLET, étudiante en Master Recherche à l'Université de Paris X- Nanterre.

Partenaire institutionnel : Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (UMR EHESS-CNRS)

Financement : Agence Nationale de la Recherche (décembre 2006 – décembre 2009)

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Les mégapoles de l'Inde et du Brésil sont confrontées à des défis similaires : problème aigu de logement et prolifération de l'habitat précaire (*slums* et *favelas*), fragmentation urbaine, périurbanisation rapide et contrastée, menace écologique. Les acteurs publics tentent de répondre par des programmes de logement, de réhabilitation, ou de conservation. Notre hypothèse est que ces politiques publiques induisent des transformations sociales et spatiales comparables, qui soulèvent des questions identiques : l'exclusion sociale s'aggrave-t-elle ? de nouveaux conflits émergent-ils entre espaces (centre/périphérie) et entre secteurs (logement /ressources « naturelles ») ?

Deux thématiques constituent le cœur du projet : les espaces urbains pauvres dans des contextes d'exclusion sociale, de fragmentation urbaine et de mondialisation ; et les pressions sociales sur l'environnement. Elles sont traitées

par des études menées à Mumbai, Delhi, São Paulo et Rio de Janeiro, en examinant deux séries de politiques publiques : « traitement » des bidonvilles et conservation de la forêt péri-urbaine. Trois approches, territoriale, socio-politique et juridique, sont combinées.

Activités réalisées en 2008

Les enquêtes de terrain se sont poursuivies en 2008. A Delhi, des enquêtes qualitatives ont été réalisées auprès de familles de bidonvilles rasés qui ont été exclues des programmes de réinstallation. Des entretiens ont aussi été menés dans des administrations publiques et dans des ONG, afin de mieux apprécier le rôle des acteurs institutionnels et de la société civile dans la conception et la mise en œuvre des politiques vis-à-vis des bidonvilles, ou les réactions et protestations qu'elles peuvent susciter. A Mumbai, les observations sur le Parc National Sanjay Gandhi ont été complétées par des enquêtes ménages dans les bidonvilles en bordure du parc et dans les sites de réhabilitation, et par une étude sur les relations entre les habitants des bidonvilles et les tribaux (Adivasi). Un second volet portait sur des bidonvilles dans des zones plus centrales de Mumbai et a été enrichi par une étude ethnographique.

L'année 2008 a également été marquée par les visites de terrain des indianistes à Rio de Janeiro et São Paulo, organisées par les membres brésiliens et 'brésilianistes' de l'équipe, et donnant lieu à des échanges fructueux pour la mise en perspective comparative.

Résultats

Les premiers résultats des recherches menées en Inde ont été présentés lors d'un atelier organisé à Delhi à l'*India International Centre* les 31 janvier et 1^{er} février 2008, en partenariat avec l'équipe du projet ANR CITADAIN (Comparer l'Intégration des Territoires et l'Adaptation du Droit dans le Monde Arabe et Indien), afin de favoriser les échanges avec cette équipe.

Une mise en perspective entre les métropoles indiennes et brésiliennes a été entreprise lors de la conférence internationale SETUP organisée au Brésil à l'Université de São Paulo les 27 et 29 août 2008.

Outre les diverses communications, de nombreuses cartes ont été produites. Les travaux

du projet sont mis en ligne sur le site internet de SETUP (<http://setup.csh-delhi.com>).

Démocratie et gouvernance en Inde et en Afrique du Sud: étude comparée du rôle de la participation politique dans la gouvernance des grandes villes.

Responsables du projet : Stéphanie TAWA LAMA-REWAL, chargée de recherche au Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CNRS-EHESS), mise à disposition du CSH depuis septembre 2005 (tawalama@ehess.fr); Marie-Hélène ZERAH, chargée de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD - Unité de Recherche : Développement local urbain. Dynamiques et Régulations), affectée au CSH du 31 juillet 2005 au 31 juillet 2008 (zerah@ird.fr); Claire BENIT-GBAFFOU, maître de conférences, School of Architecture and Planning, Wits University, Johannesburg, claire.benit-gbaffou@wits.ac.za

Autres participants :

- Equipe « Inde »

Zarin AHMAD, post-doctorante, CSH
Zainab BAWA, doctorante, Centre for the Study of Culture and Society, Bangalore
Sumona BANDOPADHYAY, maître de conférences en géographie, University of Calcutta
Naveen CHANDER, doctorant, Delhi University
Keya DASGUPTA, chercheuse, Centre for Studies in Social Sciences, Kolkata
Sohel FIRDOS, maître de conférences, Centre for Studies in Social Sciences, Kolkata
Djallal HEUZE, chargé de recherche au CNRS (CEIAS)
Loraine KENNEDY, chargée de recherche au Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CNRS-EHESS), détachée auprès du CSH depuis septembre 2007
Aruna PENDSE, maître de conférences en sciences politiques, University of Mumbai
Venkat RAMASWAMY, chercheur indépendant, Kolkata
Cyril ROBIN, post-doctorant associé au CSH
Awadhendra SHARAN, chercheur, Centre for the Study of Developing Societies, Delhi

- Equipe « Afrique du Sud »

Vincent DARRACQ, doctorant à l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux

Charlotte LEMANSKI, maître de conférences en géographie humaine, University College London

Boitumelo MATLALA, étudiante en Master, Wits University, Johannesburg

Laurence PIPER, professeur, School of Politics, University of Kwazulu Natal, Pietermaritzburg

Margot RUBIN, doctorante, Wits University, Johannesburg

Luke SINWELL, doctorant, Wits University, Johannesburg.

Financement :

En Inde : CSH, Service pour la Science et la Technologie (SST) de l'Ambassade de France en Inde et Direction à l'Information et à la Communication de l'IRD

En Afrique du Sud : Programme (IRD) CORUS, coordonné par Claire Bénit-Gbaffou : « La voix des pauvres dans la gouvernance urbaine »

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Ce projet interroge les tensions existant entre trois phénomènes observés dans le monde entier pendant les deux dernières décennies, dans le contexte spécifique de deux pays émergents, l'Inde et l'Afrique du Sud. Premièrement, la mondialisation se traduit, entre autres, par une restructuration des grandes villes sur tous les continents. Deuxièmement, le gouvernement des villes est aujourd'hui typiquement fragmenté entre une multitude d'acteurs – un phénomène que décrit bien la notion de “gouvernance urbaine”. Troisièmement, les tentatives de réinventer la démocratie ciblent le niveau local, et bien souvent les villes.

Notre objectif est d'observer comment la participation politique (dans ses différentes formes, conventionnelles ou non, institutionnalisées ou non) influe sur la restructuration en cours des villes. A travers l'étude d'une série de mobilisations, nous entendons identifier les modes opératoires du principe démocratique (autrement dit, les formes observables de contrôle, d'imputabilité et de légitimité démocratiques) dans la gouvernance de six villes en Inde et en Afrique du Sud (Delhi, Mumbai et Kolkata; Johannesburg, Durban et Cape Town).

La recherche est structurée autour de quatre thèmes principaux: (i) les sites de la prise de

décision dans la gouvernance urbaine; (ii) la dimension représentative de la démocratie locale; (iii) les dispositifs participatifs; (iv) les modes extra-institutionnels de participation.

Ce projet est essentiellement empirique: il s'organise autour d'une série d'études de cas centrées sur différentes formes de participation, et sur quelques projets urbains qui ont suscité des mobilisations particulières. Mais le projet comporte également une forte ambition théorique, à travers la réalisation de revues comparées de la littérature, destinées à révéler comment les contextes nationaux (c'est à dire les situations historiques, politiques et sociales particulières) orientent le débat théorique autour de concepts utilisés de façon universelle dans les sciences sociales d'aujourd'hui.

Activités réalisées en 2008

Date de début du projet : Novembre 2007

Date de fin prévue : Décembre 2011

- Organisation de trois ateliers d'une journée chacun, autour de la construction et du travail des 3 équipes indiennes : Delhi (janvier), Mumbai (février), Kolkata (Octobre)
- En février 2008, Marie-Hélène Zérah s'est rendue à Johannesburg (dans le cadre du séminaire de conclusion du projet « Mutations démocratiques dans les pays en développement»), et a pu à cette occasion rencontrer plusieurs participants du programme CORUS, coordonné par Claire Bénit-Gbaffou.
- Réalisation de 9 études exploratoires, de 3 articles faisant l'inventaire des mobilisations urbaines dans les villes indiennes étudiées, et de 5 revues de la littérature.

Résultats

Cette première année s'est conclue avec un atelier plénier (Université de Mumbai, 12-14 janvier 2009) qui a permis la présentation et l'échange de 20 communications, et la constructions de 5 équipes thématiques qui vont pouvoir entamer un véritable travail comparatif en 2009.

Infrastructures urbaines, décentralisation et développement local à Mumbai

Responsable du projet : Marie-Hélène ZERAH, chargée de recherche à l'Institut de Recherche sur le Développement (IRD - Unité de

Recherche : Développement local urbain. Dynamiques et Régulations), affectée au CSH du 31 juillet 2005 au 31 juillet 2008 (zerah@ird.fr)

Autres participants : Pierre LÉBOUCHER, étudiant en deuxième année, ENTPE (École Nationale des Travaux Publics de l'État), en stage à Mumbai d'avril à août 2008.

Partenariats institutionnels : Unité de Recherche « Développement local urbain » de l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement)

Financement : IRD (Institut de Recherche pour le Développement)

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

L'objet de cette recherche, démarrée en 2005 et pour laquelle le terrain est terminé, est d'analyser les transformations diverses affectant plusieurs services urbains dans la ville de Mumbai. Dans le contexte de libéralisation, de décentralisation politique et de réforme du secteur public, on suppose que les transformations en cours font appel à une diversité de modèles et font apparaître de nouvelles modalités de desserte et de régulation des services urbains. L'étude de ces mutations est un analyseur pertinent pour qualifier les nouveaux modes de gouvernance des villes. La recherche examine la diversité des réformes et leur mise en œuvre et s'attache ensuite à mesurer l'impact réel sur l'accès aux services. Il s'agit aussi de replacer le cadre local de l'analyse dans le contexte des réformes menées par le gouvernement de l'Union et le gouvernement du Maharashtra. Enfin, on cherche à appréhender la manière dont ces nouvelles formes de gouvernance remodelent les relations État-collectivité locale et la capacité de pilotage de cette dernière.

Activités réalisées en 2008

En 2008, deux derniers terrains ont été réalisés. Le premier a porté sur les réformes en cours dans le secteur de l'eau et s'est attaché à analyser la relation entre gouvernance, politique et citoyenneté. Le deuxième terrain a été en grande partie réalisé lors du stage de P. Leboucher et porte sur l'étude de quatre projets d'aménagement dans la ville de Mumbai.

Résultats

Le premier terrain, sur les réformes du secteur de l'eau est en cours de publication dans

un ouvrage collectif. Le deuxième a fait l'objet d'un mémoire de recherche et ses résultats seront intégrés dans de futures publications.

Les principaux résultats démontrent que les programmes menés par la municipalité sont faiblement régulés et ne font pas l'objet de transformations institutionnelles, comme la mise en place de cellule de gestion de projet. En ce qui concerne, les projets de construction d'infrastructures, la recherche retrouve les lacunes classiques des partenariats publics-privés en partie imputable à l'absence d'engagement crédible de la part des partenaires, mais aussi de l'incapacité à trouver des mécanismes de création de consensus en amont qui de fait se traduit par de fortes oppositions, exprimées par des médiations politiques ou par le recours à des procédures de litige d'intérêt public.

Impact de la décentralisation sur la gestion des services publics dans les petites villes indiennes.

Responsable du projet : Rémi DE BERCEGOL, doctorant, LATTTS (Laboratoire Techniques, Territoires, Société), École doctorale Ville et Environnement (Université Paris Est) ; Secrétaire scientifique du CSH (remi.debercegol@csh-delhi.com)

Partenariats institutionnels : Université Paris Est

Sources de financement : CSH

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Dans un contexte de réforme du secteur public et de décentralisation politique, les services publics urbains (eau, assainissement, voirie, éclairage public) subissent des transformations dans leur régulation et leurs modalités de desserte. Les études urbaines de ces mutations ont généralement négligé le cas spécifique des petites villes indiennes au profit d'une analyse du phénomène limitée à celui des villes métropolitaines. Or, c'est plus de la moitié de la population urbaine indienne qui vit dans des agglomérations de taille réduite. Celles-ci sont d'autant plus concernées par l'impact des réformes en cours que leur rôle est vital pour atteindre un développement régional équilibré. L'objectif de ce programme est de rendre aux petites villes l'attention qu'elles méritent en s'interrogeant sur la situation réelle de leurs

services publics afin d'appréhender leurs nouveaux modes de gouvernance.

Activités réalisées en 2008

En 2008, des enquêtes ont été menées dans trois villes d'environ 20 000 habitants de l'est de l'Uttar Pradesh, auprès d'usagers, de gestionnaires et de politiques. Ni totalement urbaines, ni complètement rurales, entre tradition et modernité, ces petites villes semblent être le terrain idéal pour évaluer la pertinence des réformes en cours. Dans chaque ville, on procède à des enquêtes auprès des usagers, des gestionnaires et des leaders politiques. Pour 2009, il est prévu d'étendre l'analyse à quatre autres villes de taille similaire et situées dans la même région afin de pouvoir obtenir analyser un échantillon convaincant de la situation observée

Résultats

Les résultats préliminaires de cette recherche semblent pour l'instant montrer un manque de moyens (d'abord humains plutôt que financiers); des problèmes de corruption et une différenciation géographique de l'accès aux services dans la ville selon des facteurs historiques, sociaux, institutionnels et techniques.

Autre

Au cours de l'année, plusieurs documents de travail ont été remis aux directeurs de recherche sur des thématiques différentes expliquant les choix méthodologiques effectués et le déroulement des premières enquêtes.

En Juin 2008, une présentation de la recherche en cours s'est tenue au LATTs, en France. Cette mini-soutenance a permis au doctorant de recentrer la recherche sur le cas spécifique des services en réseaux et constitue à ce titre une étape majeure de la thèse en cours.

3.4.2 Études sur Delhi

L'impact de la mondialisation sur le système de santé indien : L'offre de soins dans l'aire métropolitaine de Delhi.

Responsable du projet : Bertrand LEFEBVRE, doctorant affilié au CSH, Université de Rouen (bertrand.lefebvre@csh-delhi.com)

Autres participants : Pierre CHAPELET, doctorant à l'Université de Rouen ; Olivier TELLE, doctorant à l'Université de Rouen, affilié au CSH

Partenariats institutionnels : Université de Rouen

Financement : CSH et Université de Rouen

Problématique, objectifs de la recherche et méthodologie

Suite à la politique d'ajustement structurel engagée en 1991, le système de santé indien connaît de profondes mutations : la baisse des investissements publics dans la santé, la mise en place de nouvelles lois sur la propriété intellectuelle (accord ADPIC-TRIPS), l'émergence d'une classe moyenne aux exigences nouvelles en matière de santé, l'ouverture aux investisseurs étrangers. Ce contexte renouvelé amène chaque acteur à repenser sa position dans le système de santé. Il s'agit de comprendre comment ces acteurs, tant au niveau international, national que local, interagissent et régulent le système de santé indien. Comment vont-ils générer par leurs interactions complexes de nouvelles configurations spatiales dans l'accès aux soins ?

Ce projet s'intéresse à deux secteurs clés de l'offre de santé : l'industrie pharmaceutique (Pierre Chapelet) et les groupes hospitaliers privés (Bertrand Lefebvre). L'aire métropolitaine de Delhi se présente comme un terrain d'étude particulièrement pertinent pour ce projet. La méthodologie s'appuie sur le développement d'un Système d'Information Géographique (SIG) couplé à des enquêtes de terrain. Grâce à l'apport des théories de la diffusion, on se propose d'analyser l'accès aux médicaments et le développement de nouvelles cliniques dans différents types d'espace (urbain-périurbain-rural).

Activités réalisées en 2008

Une base de données sur le secteur hospitalier de l'aire métropolitaine de Delhi a été constituée. Des entretiens ont été menés auprès de managers d'hôpitaux. Dans le cadre de sa thèse sur la diffusion de la dengue à Delhi, Olivier Telle a poursuivi le développement de nouvelles couches d'information dans notre SIG (découpage foncier).

Résultats

Plusieurs articles ou chapitres d'ouvrage issus du projet sont actuellement sous presse pour publication courant 2009.

3.5. Autres recherches

11^{ème} Ateliers Jeunes Chercheurs en Sciences Sociales de l'Association des Jeunes Études Indiennes (AJEI) sur le thème : « Environnement naturel et Sociétés. Pratique, gouvernance et transformation de la nature en Asie du Sud »

Organisateurs : François-Xavier ÉCHAPPÉ, doctorant en géographie, CEIAS-EHESS (Paris) ; Nicolas LAINÉ, doctorant en anthropologie sociale, CEIAS-EHESS(Paris)

Participants :

Emilie ARRAGO-BORUAH, doctorant en anthropologie, LAHIC-EHESS (Paris); Lionel BAIXAS, doctorant boursier (BAR), Centre de Recherches et d'Études Internationales (CERI), Sciences Po Paris, et Centre de Sciences Humaines (CSH) de New Delhi ; Damien BASQUE, Master 1 en géographie ADES (Bordeaux)/ IFP ; Sarah BENABOU, doctorante en études du développement, CEIAS-EHESS (Paris) ; Dalal BENBABAALI, doctorante en géographie, Paris 10 Nanterre / JNU (Delhi) ; Noelle COUNORD, Master 1 en anthropologie, Université de Provence; CREMIN Emilie, doctorante en géographie, UPR 299 (villejuif)-LADYSS Paris 8 ; Rémi DE BERCEGOL, doctorant en géographie, Université Paris EST / CSH (Delhi), Claire L'Hoste, Master 1 en géographie, ADES (Bordeaux) ; Bertrand LEFEBVRE, doctorant en géographie, UMR IDEES Université de Rouen/CSH ; Sylvain ROPITAL, doctorant en études sur le développement CEIAS-EHESS (Paris)/ IFP ; SOMAN Sunith, Master 2, en science politique, CEIAS-EHESS (Paris) ; Carine SEBI doctorante en économie, GAEL (Grenoble) / CSH (Delhi) ; Olivier TELLE, Master 2 en géographie, LEDRA/CSH ; Christophe VAIN, Master 1 en géographie GECKO (Paris X) ; Anca WILLERVAL, Master 1 en géographie UMR Espace-Université de Provence.

Chercheurs présents :

Krishnamurthy Anupama, chercheuse au département d'écologie, Institut Français de Pondichéry (IFP) ; Samuel BERTHET, docteur en sciences sociales (Université de Rennes) ; Samiran BORUAH, conservateur du *Assam State Museum*, Guwahati ; Salomé DEBOOS, docteur en anthropologie sociale et ethnologie (CEIAS-EHESS Paris) ; Philippe RAMIREZ, chargé de recherche au laboratoire « Milieux, Sociétés et Cultures en Himalaya » (UPR 299-CNRS) ; Raphael ROUSSELEAU, docteur en

anthropologie sociale et ethnologie (CEIAS-EHESS Paris) ; Joëlle SMADJA, directrice de recherches laboratoire « Milieux, Sociétés et Cultures en Himalaya » (UPR 299-CNRS) ; T. B. SUBBA, professeur d'anthropologie, North-Eastern Hill University (NEHU), Shillong (Meghalaya).

Partenariats institutionnels :

North-Eastern Hill University (NEHU), Shillong (Meghalaya), Centre de Sciences Humaines (CSH) de New Delhi, Institut Français de Pondichéry (IFP), Fondation Maison des Sciences de l'Homme (MSH), École des Hautes-Études en Sciences Sociales (EHESS-Paris), Laboratoire « Milieux, Sociétés et Cultures en Himalaya » (UPR 299-CNRS).

Sources de financement :

Centre de Sciences Humaines (CSH) de New Delhi, Institut Français de Pondichéry (IFP), Fondation Maison des Sciences de l'Homme (MSH), École des Hautes-Études en Sciences Sociales (EHESS- Paris), Laboratoire de géographie comparée des Suds et des Nords (Gecko), Paris X, Nanterre.

Problématique, objectifs et méthodologie

La volonté de ces 11^{ème} Ateliers AJEI était d'ouvrir une réflexion pluridisciplinaire autour des enjeux environnementaux actuels ainsi que des différentes manières dont l'homme se pense et agit dans son environnement. Ces ateliers ont également eu pour vocation de mettre en avant les approches récentes et les outils méthodologiques qui permettent aux étudiants et aux jeunes chercheurs de construire des problématiques incluant la dimension environnementale dans leurs travaux.

Activités réalisées en 2008

La première journée des Ateliers (du 15 au 20 février 2008) a été dédiée à une table ronde de présentation des participants, étudiants et chercheurs ; la seconde à la tenue d'ateliers méthodologiques animés par des chercheurs et auxquels les étudiants assistaient par petits groupes ; la troisième vit l'organisation d'une journée internationale en anglais à laquelle participèrent étudiants et chercheurs, français et indiens; enfin, la dernière journée fût consacrée à des communications présentant la région du nord-est indien aux étudiants par des chercheurs et doctorants travaillant dans cette région du sous-continent.

Résultats

L'interaction entre chercheurs et étudiants français, ainsi qu'entre Français et Indiens, se révéla des plus dynamiques et enrichissantes. Les doctorants furent à même de présenter leurs travaux en cours et de les confronter aux critiques des chercheurs confirmés, qui jouèrent un important rôle d'encadrement et de développement des réseaux. Le caractère à la fois théorique et méthodologique, et pluridisciplinaire, de ces ateliers permit à chacun d'enrichir et de partager ses connaissances. Quatre ateliers méthodologiques

et une dizaine de communications eurent lieu durant la période des ateliers par des étudiants en master, des doctorants et des chercheurs, français et indiens, en anthropologie, géographie, économie et histoire. A l'issue des Ateliers, un des organisateurs, Nicolas Lainé a décidé de s'engager dans un projet de publication à partir des communications présentées lors des journées de recherche. Cet ouvrage, en cours de préparation, devrait voir le jour durant la seconde moitié de l'année 2009 aux Presses Universitaires de la NEHU.

4. VALORISATION ET DIFFUSION DES TRAVAUX

La mission de valorisation de la recherche du CSH est assurée par une politique d'insertion dans des réseaux, d'organisation de manifestations scientifiques, de publication et de diffusion. Les chercheurs du CSH contribuent également à la vulgarisation des travaux de recherche du Centre, en participant à des manifestations culturelles et scientifiques et à des projets de publications (dictionnaires, atlas, etc.) destinés à des étudiants ou à un public non-spécialisé. Ces diverses activités contribuent à maximiser la visibilité du Centre.

4.1. Séminaires et conférences organisés par le CSH

Le CSH organise, en collaboration avec des partenaires indiens et/ou européens des séminaires, ateliers, tables rondes et colloques, principalement à Delhi, mais aussi dans d'autres villes. A Delhi, l'India International Centre est un partenaire majeur (mais non exclusif) pour l'organisation de tels événements scientifiques, ce qui permet de toucher un large public, non seulement d'universitaires mais plus largement un public cultivé.

4.1.1. Séminaires, colloques, ateliers, tables rondes (par ordre chronologique).

Atelier international « *Territorial Integration and Exclusion : Impact of Urban Policies and Law* », organisé par le CSH en collaboration avec l'India International Centre à l'India International Centre, New Delhi, les 31 janvier et 1^{er} février 2008.

Atelier international « *Politics of SEZs in India* », organisé par le CSH en collaboration avec l'India International Centre à l'India International Centre, New Delhi, les 3 et 4 avril 2008.

Colloque international « *National Rural Employment Guarantee Scheme in India: Impacts and Implementation Experiences* », co-organisé par le CSH et l'Institute for Human

Development à l'India International Centre, les 16 et 17 septembre 2008.

Colloque international « *Indian Judge and International and Comparative Law* », organisé par le CSH en collaboration avec HEC, Paris Business School et Indian Society of International Law (ISIL), New Delhi à l'ISIL, les 13 et 14 décembre 2008.

Table ronde « *Affirmative Action* » dans le cadre de la 4th Annual Conference on Economic Growth and Development, Indian Statistical Institute, les 17 et 18 décembre, 2008.

4.1.2. Communications et séminaires mensuels de recherche

Séminaire de recherche « Questions émergentes en sciences sociales : une perspective franco-indienne » :

La troisième séance de ce séminaire était une double séance, organisée par le CSH en collaboration avec la School of Social Sciences (SSS), Université Jawaharlal Nehru (JNU) à la SSS, JNU, le 19 septembre 2008 :

- 1^{ère} session : « *Current trends in French and Indian colonial studies* », par Romain Bertrand, Directeur de recherche, Sciences Po, Paris et Professor Tanika Sarkar, JNU.
- 2^{ème} session : « *Gendered studies of political activism in France and India* », par Olivier Filleule, Université de Lausanne, et Urvashi Butalia, chercheuse en études féministe et éditrice.

La quatrième séance de ce séminaire portait sur « *The Current Thinking on and Practice of Participation in the French and Indian democracies* », un dialogue entre Dr. Stéphanie Tawa Lama-Rewal, chercheuse en sciences politiques au CSH et Prof. Nirija Gopal Jayal, directrice du Centre for the Study of Law and Governance (CSLG), Université Jawaharlal Nehru (JNU) organisé par le CSH en collaboration avec CSLG à JNU, le 14 novembre 2008.

Ateliers internes, séminaires mensuels et séminaires de lecture au CSH (par ordre chronologique)

Atelier « Participation et gouvernance urbaine en Inde et en Afrique du Sud – équipe de Delhi » au CSH, New Delhi, le 30 janvier 2008.

Atelier « Participation et gouvernance urbaine en Inde et en Afrique du Sud – équipe de Mumbai » au Département d'Economie, Université de Mumbai, le 27 février 2008.

« *The political uses of the Indian past: Muslim dynasties as seen by the Hindu nationalists* » par Vanessa Hugué, Stagiaire, CSH, le 4 mars 2008.

« *Impact of slum resettlement projects on urban integration through access to employment : A case of Chandivali, Mumbai* » par Damien Vaquier, Stagiaire, CSH, le 24 avril 2008.

« *Corporate Social Responsibility in French multinationals operating in India* » par Damien Krichewsky, doctorant affilié, CSH, le 28 mai 2008.

« *The analysis of district level data in India* » par Buddhadeb Ghosh, Indian Statistical Institute, Kolkata, le 11 juillet 2008.

« *Will we have another child? Fertility behavior in rural areas of North India, an empirical study of the village of Palanpur* » par Loïc Watine, Stagiaire, Ecole Polytechnique, Paris, le 25 juillet 2008.

« *Education in Rural India : Perspective from a North-Indian village* » par Florian Bersier, Stagiaire, Ecole Polytechnique, Paris, le 25 juillet 2008.

« *Regional Disparities in India in the Post-Reform Period : Reflections on the Role Played by Institutions and Econometric Analysis* » par Camille Blaudin de Thé, Stagiaire, Ecole Polytechnique, Paris, le 22 juillet 2008.

Séminaire de lecture : compte-rendu critique du livre de E. P. Thompson, *The Making of the English Working Class* (London: Victor Gollancz, 1963) par Laurent Gayer, septembre 2008.

« *Indo-Pakistan Nuclear Deterrence* » par Manpreet Sethi, chercheuse post-doctorale, CSH, le 10 septembre 2008.

Atelier « Participation et gouvernance urbaine en Inde et en Afrique du Sud – équipe de Kolkata » au Centre for Studies in Social Sciences, Kolkata, le 23 octobre 2008.

« *Social Assertion and religious innovation : The Ravidassia followers of Sant Nirjan Das Ji in India and in the world* » par Charlène Simon, doctorante boursière, CSH, le 6 novembre 2008.

Séminaire de lecture: compte-rendu critique du livre de Lucia Michelutti, *The Vernacularisation of Democracy* (New Delhi: Routledge, 2008) par Gilles Verniers, le 8 décembre 2008.

Séminaire de lecture : compte-rendu critique du livre dirigé par Pierre Lascoumes et Patrick Le Gales, *Gouverner par les instruments* (Paris : Sciences Po Presses, 2004) par Loraine Kennedy, le 11 décembre 2008.

4.1.3. Autres opérations de valorisation

TAWA LAMA-REWAL, Stéphanie, Interview donnée le 16 janvier 2008 pour Radio Canada sur « Les femmes et la classe moyenne en Inde ».

VERNIERS, Gilles, Participation à une émission de radio en octobre 2008 sur le campus de Jadavpur University sur la recherche en sciences sociales européenne sur l'Inde.

ZERAH, Marie-Hélène, Interview donnée le 19 janvier 2008 pour Radio Canada sur « L'infrastructure et le développement à Mumbai ».

4.2. Publications et communications

Le CSH a développé sa propre politique de publications :

- Une collection d'ouvrages avec une maison d'édition indienne, Manohar Publishers, la collection Manohar-CSH : 44 titres de 1994 au mars 2009.
- Une collection de documents à comité de lecture, créée en 2001, les *CSH Occasional Papers*, téléchargeables gratuitement à partir du site internet du CSH : 23 documents parus de 2001 à 2008.
- Une lettre d'information publiée en collaboration avec l'Institut Français de Pondichéry et l'Ecole Française d'Extrême Orient, *Patrika*, téléchargeable à partir du

site internet du CSH, avec 3 numéros par an depuis 1999.

Les chercheurs du CSH publient les résultats de leurs travaux dans les collections du CSH, mais aussi chez d'autres éditeurs, en Inde et en Europe, ainsi que dans des revues scientifiques de langue anglaise et française (voir liste *infra* pour 2008). Par la participation de ses chercheurs à des groupes de travail, ses rapports et ses ouvrages, le CSH contribue non seulement aux débats académiques, mais nourrit également la réflexion des décideurs publics et des agents économiques.

4.2.1. Ouvrages

GAYER L., JAFFRELOT C. (dir.), *Milices armées d'Asie du Sud. Privatisation de la violence et implication des Etats*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

JAFFRELOT C., VAN DER VEER P. (éds.), *Patterns of Middle Class Consumption in India and China*, New Delhi, Sage Publications, 2008.

JAFFRELOT C., KUMAR S. (éds.), *Rise of the Plebeians? The Changing Face of Indian Legislative Assemblies*, New Delhi, Routledge, 2009.

LANDY F., *Feeding India. The Spatial Parameters of Food Grain Policy*, Delhi, Manohar-CSH, 2009.

SETHI M. (éd.), *Towards a Nuclear Weapon Free World*, New Delhi, Knowledge World, 2009.

4.2.2. Contributions à des ouvrages

BAIXAS L., « Thematic Chronology of Mass Violence in Pakistan 1947-2007 », in S. JACQUES (éd.), *Online Encyclopedia of Mass Violence*, avril 2008. URL : <http://www.massviolence.org/+Pakistan>

BOCHATON A., LEFEBVRE B., « The Rebirth of the Hospital : Heterotopia and Medical Tourism in Asia », in T. WINTER, P. TEO and T.C. CHANG (éds.), *Asia on Tour : Exploring the Rise of Asian Tourism*, New York, Routledge, 2008, pp. 97 – 108.

CHAUDHURI B., « La transition de l'économie indienne », in Y. MATHLOUTHI (dir.), « Les économies émergentes. Trajectoires asiatiques, latino-américaines, est-européennes et perspectives maghrébines », Thème, *Maghreb et*

sciences sociales, Paris, IRMC-L'Harmattan, 5e livraison 2008, pp. 71-80.

CHAUDHURI B., « L'économie de l'Inde », in C. CLEMENTIN-OHJA, C. JAFFRELOT, D. MATRINGE, J. POUCHEPADASS (dir.), *Dictionnaire de l'Inde*, Paris, Larousse, 2009.

DUPONT V., RAMANATHAN U., « The Courts and the Squatter Settlements in Delhi - Or the Intervention of the Judiciary in Urban 'Governance' », in I. BAUD., J. DE WIT (éds.), *New Forms of Urban Governance in India. Shifts, Models, Networks and Contestations*, Sage, New Delhi, 2009 pp. 312-343.

GAYER L., « Jeux et sports » et « Tourisme » (avec B. LEFEBVRE), in C. CLEMENTIN-OHJA, C. JAFFRELOT, D. MATRINGE, J. POUCHEPADASS (dir.), *Dictionnaire de l'Inde*, Paris, Larousse, 2009.

GAYER L., « Les Rangers du Pakistan: de la défense des frontières à la 'protection' intérieure », in J.-L. BRIQUET, G. FAVAREL-GARRIGUES (dir.), *Milieux criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'Etat*, Paris, Karthala, 2008.

GAYER L., « A history of violence : ethnic and sectarian conflicts in Karachi (1985-2005) », in M. BOIVIN (éd.), *Sindh Through History and Representations*, Karachi, Oxford University Press, 2008.

GAYER L., « L'Inde et sa région : entre tentation de l'isolationnisme et ouvertures transnationales », in C. JAFFRELOT (dir.), *New Delhi et le monde*, Paris, CERI/Autrement, 2008, p. 71-88.

GAYER L., « Les milices du Khalistan : serviteurs et usagers de l'Etat », in L. GAYER, C. JAFFRELOT (dir.), *Milices armées d'Asie du Sud. Privatisation de la violence et implication des Etats*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

JAFFRELOT C., ROBIN C., « Towards Jat empowerment in Rajasthan », in C. JAFFRELOT, S. KUMAR (éds.), *Rise of the Plebeians? The Changing Face of Indian Legislative Assemblies*, New Delhi, Routledge, 2009.

KENNEDY L., « New Forms of Governance in Hyderabad : How urban reforms are redefining actors in the city », in I. BAUD., J. DE WIT (éds.), *New Forms of Urban Governance in India. Shifts, Models, Networks and*

Contestations, Sage, New Delhi, 2009, pp. 253-287.

LEFEBVRE B., « The Indian Corporate Hospitals: Touching Middle Class Lives », in C. JAFFRELOT, P. VAN DER VEER, (éds.), *Patterns of Middle-Class Consumption in India and China*, Sage, New Delhi, 2008, pp. 88-109.

PANDEY S., « Identity and State Formation in Nagaland », in G. TOFFIN, J. PFAFF-CZARNECKA (éds.), *Citizenship, Democracy and Belonging in the Himalayas*, New Delhi, Sage Publications, à paraître.

ROBIN C., « Bihar : the new stronghold of OBC politics », in C. JAFFRELOT, S. KUMAR (dir.), *Rise of the Plebeians? The Changing Face of Indian Legislative Assemblies*, New Delhi, Routledge, 2009.

ROBIN C., « Jharkhand : Between tribal Mobilisation and the Rise of the OBC », in C. JAFFRELOT, S. KUMAR (dir.), *Rise of the Plebeians? The Changing Face of Indian Legislative Assemblies*, New Delhi, Routledge, 2009.

SETHI M., « Approach to Nuclear Disarmament : Devalue to Discard », in M. SETHI (éd.), *Towards a Nuclear Weapon Free World*, New Delhi, Knowledge World, 2009.

TAWA LAMA-REWAL S., « La classe d'Indira Gandhi. Héritage et invention d'un style subtilement versatile », in O. CARLIER, R. NOLLEZ-GOLDBLACH (dir.), *Le corps du leader, Construction et représentation dans les pays du Sud*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 365-380.

TAWA LAMA-REWAL S., « The Resilient Bhadrakalok : A Profile of the West Bengal MLAs », in C. JAFFRELOT, S. KUMAR (éds.), *Rise of the Plebeians? The changing face of Indian Legislative Assemblies*, New Delhi, Routledge, 2009, pp.361-391.

TAWA LAMA-REWAL S., « Femmes », « Eunuques », et « Sexualité », in C. CLEMENTIN-OHJA, C. JAFFRELOT, D. MATRINGE, J. POUCHEPADASS (dir.), *Dictionnaire de l'Inde*, Paris, Larousse, 2009.

4.2.3. Articles dans des revues à comité de lecture

BAIXAS L., « La famille Bhutto ou les « martyrs de la démocratie » au Pakistan »,

EchoGéo, Sur le vif, 2008, mis en ligne le 07 avril 2008. URL : <http://echogeo.revues.org/index2663.html>

BAIXAS L., « Entre l'Inde et le Pakistan : Mémoires de la Partition et partition de la mémoire », *Transcontinentales*, Paris, Armand Colin, n°6, 1^{er} semestre, 2008, pp. 73-91.

BAIXAS L., SIMON C., « From Protesters to Martyrs : How to Become a 'True' Sikh », *South Asia Multidisciplinary Academic Journal*, Numéro Spécial 2, 'Outraged Communities' : Comparative Perspectives on the Politicization of Emotions in South Asia, [En ligne], mis en ligne le 31 décembre 2008. URL : <http://samaj.revues.org/document1532.html>

BENBABAALI D., « Les élites de la haute fonction publique indienne : entre administration locale et intégration nationale », *Autrepart*, IRD, Paris, n°47, 2008, pp. 5-23.

BENBABAALI D., « Questioning the role of the Indian Administrative Service in national integration », *South Asia Multidisciplinary Academic Journal* [En ligne], le 5 septembre 2008. URL : <http://samaj.revues.org/document633.html>

BISWAS R., MARJIT S., « Distributive manipulations and political stability : A theoretical analysis », *International Review of Economics & Finance*, 17(4), 2008, pp.618-28.

CHAUDHURI B., « Le développement indien depuis l'ouverture de 1991 », *Revue Economique et Sociale*, Numéro Spécial « Les économies asiatiques face aux défis de la compétitivité » sous la direction de P. Gugler et J. Chaisse, 67(1), 2009, pp. 125-36.

DUPONT V., « Slum demolition in Delhi since the nineties : An Appraisal », *Economic and Political Weekly*, 43(28), 2008, pp.79-87.

GAYER L., « Le général face à ses juges : la fronde de la justice pakistanaise », *Critique internationale*, Paris, n°42, janvier-mars 2008.

GAYER L., « Parcours d'irréguliers : une approche biographique des militants sikhs du Khalistan », *Questions de recherche*, mars 2009.

GRAVEL N., MUKHOPADHYAY A., TARROUX B., « A robust normative evaluation of India's performance in allocating risks of death », *Indian Growth and Development Review*, 1, 2008, pp. 95-111.

HIMANSHU, « Social Sector : Continuation of Past Priorities », *Economic and Political Weekly*, 43(15), 2008.

HIMANSHU, « World Bank's New Poverty Estimates : What are These New Poverty Estimates and What Do They Imply? », *Economic and Political Weekly*, 43(43), 2008.

KENNEDY L., ZERAH M.-H., « The Shift to City-Centric Growth Strategies : Perspectives from Hyderabad and Mumbai », *Economic and Political Weekly*, 43(39), 2008, pp. 110-17.

ZERAH M.-H., « Splintering urbanism in Mumbai : Contrasting trends in a multilayered society », *Geoforum*, 39(6), 2008, pp. 1922-32.

4.2.4. Communications présentées à des colloques, séminaires et conférences

AHMAD Z., « Muslims in Sri Lanka – Fighting a Different War », intervention au colloque *Nationalism and separatism as a contemporary challenge to Multiethnic States in South Asia* Jagellonian Université, Krakow, Pologne, le 2 avril 2008.

AHMAD Z., « Living on the Edge : A study of the Quraishi biradri », communication au *Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie de Sud*, EHESS/CNRS, Paris, le 7 avril 2008.

AHMAD Z., « The Quraishi biradri of Old Delhi : A Socio-political Trajectory », communication à l'*European Conference on Modern Asian Studies*, organisée par l'Université de Manchester, Manchester, du 8 au 11 juillet 2008.

BAIXAS L., SIMON C., « From Protesters to Martyrs : How to Become a 'True' Sikh », intervention au colloque '*Outraged Communities' : Investigating the Politicization of Emotions in South Asia*, Musée du Quai Branly, Paris, le 25 et le 26 septembre 2008.

BENBABAALI D., « Le concept de caste dominante en milieu urbain : étude comparée des Kamma de Vijayawada (Andhra Pradesh) et de Coimbatore (Tamil Nadu) », communication à l'atelier de l'AJEI *Mondes urbains d'Asie du Sud*, CEIAS, Paris, le 19 novembre 2008, 8 p.

BON E., LANDY F., ZERAH M.-H., « Actors, stakes and strategies 'in and around' Mumbai's urban forests. The case of the Sanjay Gandhi National Park », communication à l'atelier international *SETUP-CITADAIN Territorial Integration and Exclusion : the Impact of Urban*

Policies and Law, India International Centre, New Delhi, le 31 janvier et le 1^{er} février 2008.

BON E., CHAPELET P., LANDY F., ZERAH M.-H., TIWARI K., VAQUIER D., « Nature in Megacities : An Impossible Challenge? Insights from Mumbai », communication au colloque *SETUP Politiques urbaines, territoires et exclusion sociale*, Université de São Paulo, São Paulo, le 27 et le 29 août 2008, 33 p.

CHAPELET P., LEFEBVRE B., « Équité spatiale et fragmentation urbaine : La distribution des services de santé à Delhi », communication à l'atelier de l'AJEI *Les mondes urbains en Asie du Sud*, Paris, le 19 novembre 2008, 8 p.

DUPONT V., « Slum demolition in Delhi since the nineties : In whose interest? A preliminary appraisal through the analysis of land use patterns », communication à l'atelier international *SETUP-CITADAIN Territorial Integration and Exclusion : the Impact of Urban Policies and Law*, India International Centre, New Delhi, le 31 janvier et le 1^{er} février 2008, 19 p.

DUPONT V., « The dream of Delhi as a global city », communication au 38^{ème} Congrès Mondial de l'Institut International de Sociologie (séance : *New Urban Explorations*), Budapest, du 26 au 30 juin 2008, 23 p., multigr. + cartes.

DUPONT V., SAGLIO-YATZIMIRSKY M.-C., « Slum evictions, resettlement and in-situ rehabilitation programmes : the experiences of Delhi and Mumbai in a comparative perspective », communication au colloque *SETUP Politiques urbaines, territoires et exclusion sociale*, Université de São Paulo, São Paulo, le 27 et le 29 août 2008, 34 p.

DUPONT V., « La création de nomades urbains. Impact des politiques d'éradication des *slums* sur les familles délogées à Delhi », communication au séminaire *Mobilité, pauvretés. Les villes interrogées*, Nogent sur Marne, UMR Développement et Sociétés, IRD-Université de Paris I, séance du 16 décembre 2008.

GAYER L., « Remembering *Shahid* Bhagat Singh : the Construction and Political Uses of 'Martyrs' in India and Pakistan », intervention à la journée d'études *The People's War in Nepal*, Paris, le 17 juillet 2008.

GAYER L., « The Battle for Karachi : the Moral Economy of Urban Strife in Sindh, Pakistan »,

intervention au colloque *Cities and Ethnic (Non) Violence*, CERI, Paris, le 23 septembre 2008.

GAYER L., « Les amateurs de la violence : éléments de sociologie politique des combattants irréguliers », intervention au colloque *Regards croisés sur les "milices" d'Afrique et d'Amérique latine en situation de violence*, CERI, Paris, le 25 septembre 2008.

GAYER L., « Le parcours du combattant : trajectoires sociales et idéologiques des militants sikhs du Khalistan », intervention à la journée d'études *L'action violente en politique*, Paris-I, le 26 septembre 2008.

GAYER L., « Parcours d'irréguliers : enquêter sur les combattants sikhs du Khalistan », intervention au séminaire de recherche *L'enquête*, CURAPP, Amiens, le 7 novembre 2008.

GRAVEL N., "Is NREGS well-Targeted?", communication au colloque international *National Rural Employment Guarantee Scheme in India : Impacts and Implementation Experiences*, co-organisé par l'IHD et le CSH, IIC, New Delhi, du 16 au 17 septembre, 2008.

KENNEDY L., « Du district marshallien à la zone économique spéciale, la trajectoire des stratégies économiques en Inde », communication au colloque *Métropolisation et clusters. Une comparaison Europe / Asie*, (coor. F. Bafoil), CERI, Paris, le 5 mai 2008.

KENNEDY L., « New patterns of participation shaping urban governance. Insights from a recent sector based study », communication à l'atelier *The Globalizing State, Public Services and the New Governance of Urban Local Communities in India*, Indian Institute of Management, Ahmedabad, du 11 au 12 août 2008.

KENNEDY L., « Interrogating the regional factors that shape state-level response to economic reforms in India », communication au colloque international *Interrogating States Reorganization : Culture, Identity and Political Economy in Independent India*, organisé par le Nehru Memorial Museum and Library et le Centre for Political Studies (UGC-SAP Programme), JNU, New Delhi, du 25 au 26 septembre 2008.

LANDY F., BON E., CHAPELET P., TIWARI K., VAQUIER D., ZERAH M.-H., « Who's

resisting? Between city and forest, the Sanjay Gandhi National Park in Mumbai », communication rédigée et présentée au colloque *European Conference on Modern South Asian Studies* (ECMAS), Manchester, du 8 au 10 juillet 2008, 16 p.

PANDEY S., « Separatism at India's Periphery : Comparing Naga and Mizo Experiences », conférence individuelle organisée par la School of International Studies, Jawaharlal Nehru University, New Delhi, le 3 décembre 2008.

ROBIN C., « Quels nouveaux acteurs politiques dans les bidonvilles à Delhi ? », intervention au colloque annuel de la Société Québécoise de Science Politique, *Les Nouveaux acteurs politiques*, Université de Montréal, les 8-9 mai 2008.

SEBI C., AMBEC S., GARAPIN A., MULLER L., « Regulatory instruments to protect the commons : an experimental investigation », communication présentée au séminaire de l'Indian Statistical Institute, New Delhi, le 7 décembre 2007.

SEBI C., AMBEC S., GARAPIN A., MULLER L., « Regulatory instruments to protect the commons : an experimental investigation », communication présentée au colloque AFSE, Toulouse School of Economics, du 9 au 11 juin 2008.

SEBI C., « Conflict of interests between commercial and recreational fishing in Annecy Lake (France) », communication présentée au colloque *European Inland Fisheries Advisory Commission Symposium* (EIFAC)-FAO, Antalya, Turquie, du 20 au 23 mai 2008.

SEBI C., CHAKRAVARTY S., SOMANATHAN E., THEOPHILUS E., « Efficiency and cooperation systems in Central Himalaya : a field experiment on Van Panchayats », communication présentée à l'atelier de l'AJEI, Shillong, Inde, du 18 au 21 février 2008.

SETHI M., « Approach to Disarmament : Devalue to Discard », communication au colloque international *Towards a World Free of Nuclear Weapons* organisé par le CSIS et l'ICWA, New Delhi, du 9 au 10 juin 2008.

SETHI M., « Nuclear Energy Expansion : Implications for Proliferation », communication au Lowy Institute, Sydney, le 13 novembre 2008.

TELLE O., « La dengue en Inde : au-delà des chiffres », communication au Sanofi-Synthélabo, Lyon, le 21 juin 2008, 7 p.

TELLE O., « GIS and Health », communication présentée au National Institute of Communicable Disease, New Delhi, le 21 octobre 2008, 12 p.

VAQUIER D., « Impact of slum rehabilitation on urban integration through access to employment : The Chandivali resettlement project's case, Mumbai », communication à l'atelier international *SETUP-CITADAIN Territorial Integration and Exclusion: the Impact of Urban Policies and Law*, India International Centre, New Delhi, le 31 janvier et le 1^{er} février 2008.

VAQUIER D., « L'impact des programmes de relogement sur l'intégration urbaine à partir de l'accès à l'emploi : le cas de Chandivali, Mumbai », communication au colloque *SETUP Politiques urbaines, territoires et exclusion sociale*, Université de São Paulo, São Paulo, le 27 et le 29 août 2008.

VERNIERS G., « The Marketisation of Electoral Politics in Uttar Pradesh », présentation, PG Diploma Course in Public Policy and Management au Management Development Institute de Gurgaon, le 8 mai 2008.

ZERAH M.-H., « Middle Class Neighbourhood Associations as Political Players in Mumbai », communication au colloque *Democratic Transformation in Emerging Countries : Comparing Africa-America-Asia. 1990 – 2006*, Wits University, Johannesburg, le 11 et le 12 février 2008, 8 p.

4.2.5. CSH Occasional Papers

HUCHON A., TRICOT G., *Between Citizens and Institutions : The Dynamics of the Integration of Water Supply and Sanitation Services in Hyderabad*, CSH Occasional Paper, N° 22, 2008.

BISWAS R., MARJIT S., MARIMOUTOU V., *Fiscal Federalism, State Lobbying and Discretionary Finance in India*, CSH Occasional Paper, N° 23, 2008.

4.2.6. Rapports de recherche, thèses, mémoires

BERSIER F., « Education in Rural India : Perspectives from a North Indian Village », Mémoire (Prix du Stage de Recherche), Ecole Polytechnique, 2008.

BLAUDIN DE THE C., « Regional Disparities in India in the Post-Reform Period : Reflections on the Role Played by Institutions and Econometric Analysis », Mémoire, Ecole Polytechnique, 2008.

FLEPP M., « An introduction to the Energy Situation in India and suggestions for further research », Mémoire, Ecole Polytechnique, 2008.

LEBOUCHER P., « Infrastructures à Mumbai. Etude de quatre projets d'aménagement », Vaux en Velin : Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat et le Centre de Sciences Humaines, New Delhi, septembre 2008, 41 p.

POLLET M., « Changer la ville : la mise en œuvre d'un programme de réhabilitation dans un slum indien », Mémoire de Master 2 (sous la supervision de F. Landy et M.-C. Saglio-Yatzimirsky), Paris X-Nanterre, juin 2008.

SEBI C., « Réglementation acceptable d'une ressource commune », thèse de doctorat soutenue le 6 juin 2008, Université Pierre Mendès France, Grenoble.

TIWARI K., ZERAH M.-H., BON E. & LANDY F., « An exhaustive survey of the settlements of the Sanjay Gandhi National Park, Mumbai », Bombay Natural History Society et le Centre de Sciences Humaines, janvier 2008.

VAQUIER D., « Impact of slum resettlement projects on urban integration through access to employment : The case of Chandivali, Mumbai », Mémoire de Master 2 (sous la supervision de F. Landy et M.H. Zerah), Université d'Auvergne, juin 2008, 97 p.

WATINE L., « Fertility behavior in rural areas of North India, an empirical study of the village of Palanpur », Mémoire (Prix du Stage de Recherche), Ecole Polytechnique.

4.2.7. Autres publications

GAYER L., « Retour à *Vilayat* : le réengagement de l'Inde en Asie central », *Politique étrangère* (Paris), 3, automne, 2008.

GAYER L., « Bombay : des terroristes venus du Pendjab pakistanais? », interview dans *L'Express*, le 3 décembre 2008.

GAYER L., « L'affaire Chaudhry : le mouvement des robes noires pakistanaises », *Savoir / Agir*, n°6, janvier 2009, pp. 143-49.

GAYER L., « Pakistan : derrière 'l'insecurite', la guerre civile », *Cahiers strategiques de l'IFRI*, février 2009.

HIMANSHU, « Loan Waiver : Treating the Farmer as Voter », *Mint*, le 1^{er} mars 2008.

HIMANSHU, « Will Farmers Benefit From Futures Markets? », *Mint*, le 3 juin 2008.

HIMANSHU, « Tread with Caution in Food Futures Trading », *Mint*, le 17 juin 2008.

HIMANSHU, « To Tackle Food Crisis, Look for Home Solutions », *Mint*, le 2 juillet 2008.

HIMANSHU, « WTO Text on Agriculture : Return to Protectionism », *Mint*, le 15 juillet 2008.

HIMANSHU, « Why Everybody Loves a Quick Fix of Loan Waiver », *Mint*, le 29 juillet 2008.

HIMANSHU, « Import Surges : Courting Disaster the WTO Way », *Mint*, le 13 août 2008.

HIMANSHU, « NREGA : Rural India Sees a Silent Revolution », *Mint*, le 26 août 2008.

HIMANSHU, « Counting the Poor : A Poverty of Statistics », *Mint*, le 9 septembre 2008.

HIMANSHU, « Counting the Poor : Some Methodological Issues », *Mint*, le 24 septembre 2008.

HIMANSHU, « Data Shows India Failing in Fight Against Hunger », *Mint*, le 22 octobre 2008.

HIMANSHU, « How Public Employment Programmes are Faring », *Mint*, le 5 novembre 2008.

HIMANSHU, « The Return of BT Cotton », *Mint*, le 19 novembre 2008.

HIMANSHU, « Unorganized Sector Needs a Stimulus Too », *Mint*, le 16 décembre 2008.

HIMANSHU, « What Happened to Regular Workers' Wages », *Mint*, le 22 décembre 2008.

HIMANSHU, « Global Crisis : Looking at Villages Differently », *Mint*, le 30 décembre 2008.

HIMANSHU, « Focussed Programmes Can Help Small Farmers Harvest More Grains », *Mint*, le 13 janvier 2009.

KRICHEWSKY D., « En quête de croissance inclusive », *Bulletin de l'AFUI*, n°70, 2007.

KRICHEWSKY D., « Diwali au Bombay Stock Exchange », *Bulletin de l'AFUI*, n°71, 2007.

KRICHEWSKY D., « Entre pilotage et considérations préélectorales : les politiques économiques sur le fil », *Bulletin de l'AFUI*, n°72, 2008.

KRICHEWSKY D., « L'économie indienne est-elle en crise? », *Bulletin de l'AFUI*, n°73, 2008.

KRICHEWSKY D., « Crise financière et libéralisation de l'économie indienne », *Bulletin de l'AFUI*, n°74, 2008.

KRICHEWSKY D., « Les entreprises indiennes à l'aube de l'année 2009 - état des lieux », *Bulletin de l'AFUI*, n°75, 2009.

KRICHEWSKY D., « Le capitalisme indien à la recherche d'un nouveau compromis social », *La Vie des Idées*, le 24 février 2009. URL: <http://www.laviedesidees.fr/Le-capitalisme-indien-a-la.html>

SEBI C., « Conflict of interests between commercial and recreational fishing in Annecy Lake (France) », Document de travail GAEL, octobre 2007.

SETHI M., « Indo-Pakistan Nuclear Deterrence », Document de travail, août 2008.

SETHI M., « Indo-China Nuclear Deterrence », Document de travail, décembre 2008.

TAWA LAMA-REWAL S., Compte-rendu de lecture (Bénédicte Manier, 2006, *Quand les femmes auront disparu. L'élimination des filles en Inde et en Asie*, La découverte, Paris), *Travail, Genre et Société*, 19/2008.

TAWA LAMA-REWAL S., « New Impetus to Democratic Decentralization », (Compte-rendu de lecture de Kumar, Narender, and Rai, Manoj, *Dalit Leadership in Panchayats. A Comparative Study of Four States*, Delhi, IIDS and Rawat Publications, 2006), *The Book Review*, Delhi, 32(1), janvier 2008, p.30.

TAWA LAMA-REWAL S., « Les femmes en Inde », *Rayonnement du CNRS (Bulletin de*

l'Association des Anciens et Amis du CNRS), n° 47, mars 2008, pp. 36-38.

VERNIERS G., « Congress Must Throw Weight Behind its Regional Leaders », *Indo-Asian News Services*, le 3 juin 2008.

VERNIERS G., « Election Results Bode Well for Congress », *Indo-Asian News Services*, le 10 décembre 2008.

ANNEXE : Programmes en cours au CSH, New Delhi, 2008-09

Axe: Relations internationales et processus régionaux en Asie du Sud

(coordonné par Laurent GAYER jusqu'en septembre 2008, puis par Basudeb CHAUDHURI - par intérim)

Titre du Programme	Responsable du projet	Partenaire institutionnel	Financement
La dissuasion nucléaire - étude du cas indien	Manpreet SETHI	Center for Air and Power Studies	CSH
Recompositions de l'islam contemporain	Laurent Gayer	Sciences-Po, CURAPP	MAE DGCID-CSH
Un cas de mobilité sociale collective : les bouchers musulmans de la vieille Delhi	Zarin AHMAD		CSH
Innovation religieuse et affirmation sociale	Charlène SIMON		CSH

Axe: Politique et société

(coordonné par Stéphanie TAWA LAMA-REWAL)

Titre du Programme	Responsable du projet	Partenaire institutionnel	Financement
Formes et enjeux contemporains de la mobilisation politique et infra politique dans l'Inde urbaine	Stéphanie TAWA LAMA-REWAL		CSH
Politiques identitaires et auto-détermination	Sanjay Kumar PANDEY	JNU	CSH
La construction et l'institutionnalisation du Samajwadi Party en Uttar Pradesh	Gilles VERNIERS	Sciences-Po	Sciences-Po
Le rôle de l'identité de caste et des partis politiques dans la participation politique des habitants des bidonvilles de Delhi.	Cyril ROBIN		CSH
De la démocratie en Asie du Sud.	Lionel BAIXAS	Sciences-Po	CSH
La RSE dans les entreprises multinationales françaises implantées en Inde	Damien KRICHEWSKY	Sciences-Po	Bourse FNSP et CSH

Axe: Réformes économiques et développement durable**(coordonné par Loraine KENNEDY)**

Titre du Programme	Responsables du projet	Partenaire institutionnel	Financement
Estimation de l'impact du Programme National d'Emploi Rural Garanti sur la pauvreté et l'offre de travail.	HIMANSHU	GREQAM, Indian Statistical Institute	CSH, Planning Commission of India, Indian Statistical Institute
Palanpur : développement économique d'un village du nord de l'Inde sur six décennies	HIMANSHU	London School of Economics	London School of Economics et CSH
La gestion des ressources naturelles communes en Inde	Carine SEBI	Indian Statistical Institute, JNU, INRA Grenoble	CSH, Indian Statistical Institute, INRA Grenoble
L'économie politique des réformes à l'échelle régionale en Inde	Loraine KENNEDY		CSH
Migration, transition économique et dominance en Andhra Pradesh	Dalal BENBABAALI	Paris X	CSH
Étude comparative des Zones Économiques Spéciales en Inde.	Loraine KENNEDY	Center For Policy Research, Hunter College, CUNY, New York	Fondation Ford et CSH
Evaluation socio-économique de la vulnérabilité rurale des usagers de l'eau sous l'effet des changements globaux dans la zone de socle du sud de l'Inde (SHIVA)	Stéphanie AULONG, Frédéric BORNE, Basudeb CHAUDHURI	Consortium SHIVA	ANR
Croissance, discriminations, conflits distributifs	B. CHAUDHURI, Velayoudom MARIMOUTOU	CSH et IFP	CSH, IFP, GREQAM, CREM-CAEN

Axe: Dynamiques Urbaines

(coordonné par Marie-Hélène ZERAH (septembre 2007-juillet 2008) puis par Stéphanie TAWA LAMA-REWAL)

Titre du Programme	Responsables du projet	Partenaire institutionnel	Financement
Politiques urbaines, territoires et exclusion sociale : une comparaison Inde-Brésil	Marie-Caroline SAGLIO-YATZIMIRSKY et Frédéric LANDY	CEIAS (UMR EHESS-CNRS)	ANR
Démocratie et gouvernance urbaine en Inde et en Afrique du Sud	Stéphanie TAWA LAMA REWAL, Marie-Hélène ZERAH, Claire BENIT-GBAFFOU	IFAS, Mumbai University	CSH, IRD
Infrastructures urbaines, décentralisation et développement local à Mumbai	Marie-Hélène ZERAH	IRD	IRD
Impact de la décentralisation sur la gestion des services publics dans les petites villes indiennes.	Rémi DE BERCEGOL	Université Paris Est	CSH
L'impact de la mondialisation sur le système de santé indien	Bertrand LEFEBVRE	Université de Rouen	CSH et Université de Rouen